

rouge

journal d'action communiste

en ou est le parti?

n°4

paraît tous les
quinze jours

29 octobre 1968

1 franc

vietnam quelles négociations?

organisons la riposte à la loi cadre

«participation» ...

exploitation des travailleurs

attaquer pour se défendre

(la rentrée économique de la bourgeoisie)



La chaîne impérialiste présente aujourd'hui un chaînon faible : la France. D'une part, un axe dominant, l'impérialisme américain, à la puissance économique surévaluée et minée, à l'expansion inflationniste : au cours des derniers mois, les prix de détail aux U.S.A. ont crû au taux annuel de 4,3 % et les importations américaines de septembre 67 à juin 68 ont connu l'extraordinaire progression de 27 %. D'autre part, un axe montant, formé essentiellement du Japon et de l'Allemagne. Entre les deux, le capitalisme français, chaînon faible parce qu'il est pris entre les deux axes, parce qu'il est soumis à une concurrence internationale de plus en plus acharnée, et, surtout, parce qu'il traîne encore le poids de lourdes structures précapitalistes (petits paysans, petits artisans...) et prémonopolistes (petites et moyennes entreprises).

Ces structures d'un autre âge sont appelées à disparaître rapidement, soumises à la pression de la concurrence internationale décuplée par l'ouverture du Marché commun. La fraction des monopoles qui, avec le gaullisme, est actuellement au pouvoir, est décidée à faciliter au maximum cette évolution, pour alléger le fardeau dans la bataille en cours.

— Eliminer les structures précapitalistes, cela signifie essentiellement liquider les petites exploitations paysannes. Dès lors la politique agricole se modifie : il faut laisser jouer les lois du marché et abandonner la politique de « soutien des prix ». Le point de vue de la fraction monopoliste au pouvoir est exprimé clairement par de Gaulle : « Il ne saurait être question de laisser se poursuivre une situation de surproduction anarchique, risquant par son coût de compromettre l'expansion industrielle de notre pays ».

— Eliminer les structures prémonopolistes, cela signifie accélérer la disparition des moyennes et petites entreprises, soit par la fermeture pure et simple, soit, plutôt, par concentration, fusion, etc.

Enfin, même pour les secteurs plus ou moins cartellisés ou monopolisés, le capitalisme fran-

çais est dans une position difficile. Les secteurs « retardataires » (chantiers navals, textiles, etc.) occupent une place non-négligeable ; au contraire, pour les secteurs « avancés » (automobile par exemple) ou de pointe (électronique, chimie), la place du capitalisme français est en général secondaire. C'est ainsi, par exemple, que sur dix secteurs sélectionnés pour le Marché commun par la revue « Expansion » d'octobre 1968, la France n'arrive que deux fois en tête au classement, en fonction du chiffre d'affaire.

C'est dans ce cadre que se place la conjoncture économique de la rentrée. Cette rentrée se fait sous le signe de l'expansion, même si l'estimation officielle d'un taux de 7,1 % pour 1969 est manifestement exagérée, surtout si l'on tient compte d'une réduction possible du taux d'expansion aux Etats-Unis. Les raisons de cette reprise sont simples : reconstitution des stocks épuisés par mai-juin, croissance de la demande du fait des hausses de salaires, fusions et concentrations qui, tout en éliminant des secteurs déficitaires, permettent des investissements de rationalisation. Toujours selon les prévisions officielles, si les salaires croissent de 7 % en 1969, les prix de détails, eux, augmenteront de 4 %, ce qui, en définitive, compte tenu du chômage et de la croissance de la population, ramènera la croissance du pouvoir d'achat réel par tête à de faibles proportions. Signalons, au passage, que, si les comptes nationaux indiquent pour 1968 une croissance des salaires de 10,7 %, ils donnent aussi un taux d'augmentation des prix de détail de 5,1 %, ce qui, en définitive, compte tenu de la croissance de la population et de la nouvelle pression fiscale ramène l'augmentation du pouvoir d'achat réel par tête en 1968 au simple taux de 3 % ! Voilà qui réduit à leurs justes proportions les déclamations et les chants de victoire sur les « acquis de mai » et montre que la « récupération » n'a plus de mystère pour la bourgeoisie.

Mais cette expansion sera marquée du sceau des monopoles : ce sera une expansion sélective, doublée de quatre types d'offensive contre la classe ouvrière, dans le cadre décrit plus haut :

1° Une offensive contre les petites et les moyennes entreprises et les secteurs retardataires : d'où, pour le prolétariat, menace de licenciements massifs, qui se concrétisent déjà un peu partout, à Bordeaux, en Lozère, etc. ;

2° Une offensive contre les secteurs avancés, surtout par l'aggravation des conditions de travail, l'accélération des cadences, etc. ;

3° Une offensive contre les secteurs de pointe, pour lesquels la politique de concentration et de fusion éloignera encore plus la gestion du collectif de travailleurs, techniciens et ingénieurs ;

4° Enfin, une offensive générale par le moyen de la hausse des prix, une nouvelle ponction fiscale sélective et surtout par l'extension du chômage, au premier chef, celui des jeunes. Déjà, aujourd'hui, il y a plus de 250 000 chômeurs de moins de 25 ans et leur nombre ne fera que s'accroître au cours des prochains mois.

La classe ouvrière ne laissera pas Mai servir aux besoins de concentration et de modernisation du capitalisme français.

Il est vrai que la classe ouvrière est actuellement dans l'attente et désorientée ; il est vrai qu'elle n'est pas prête de se lancer dans des luttes d'ensemble ; sans même parler de luttes de l'ampleur de celle de mai-juin. Mais il est vrai que cette même classe n'a pas été écrasée en juin, et qu'elle le sait. Il est vrai aussi que dans de nombreuses entreprises, existent des éléments d'avant-garde, qu'existent des couches combattives, des secteurs combatifs. La classe ouvrière répondra donc probablement à l'offensive capitaliste, par des luttes contre les licenciements, les luttes contre l'intensification du travail, des luttes contre le chômage des jeunes.

« Rouge » se propose de refléter ces luttes, de les populariser, d'en expliciter le contenu politique. Correspondant ouvrier, si un fait saillant se produit dans ton usine, dans ton quartier, analyse-le, communique-le ! Contribue à faire de « Rouge » un organe de combat !

Je désire prendre contact avec la rédaction de **Rouge** :

- afin d'assurer une correspondance régulière...
- afin d'intégrer ou de constituer un groupe de diffusion
- afin de participer à un **Cercle Rouge**.

Nom

Adresse

Profession

Age

Lieu de travail

Toute correspondance « ROUGE » : B.P. 201 Paris-19^e



où en est le parti ?

Le Parti communiste français a donné en mai et juin 67 une véritable leçon de réformisme et de trahison. Nombre de ceux qui arrivaient à la vie politique en tirèrent la conclusion immédiate : le « Parti » n'est pas l'instrument de l'émancipation sociale des travailleurs. C'est un parti « d'ordre » qui a été capable de contenir le mouvement des masses dans le cadre de la légalité bourgeoise.

Cette première approche a mené tout droit à l'essentiel, mais n'est pas suffisante pour aborder la lutte politique actuelle. L'avant-garde ne se développe pas seulement au travers des nouvelles générations militantes ; elle se condamnerait à l'impuissance à court et moyen termes si elle ne cherchait et n'utilisait pas toutes les relations possibles avec le mouvement ouvrier tel qu'il existe. Et là, elle se confronte au parti qui regroupe la grande majorité des ouvriers politisés, et influence au travers de la C.G.T. de larges couches ouvrières. Concrètement, cela signifie que les militants révolutionnaires doivent suivre de très près son évolution afin d'intervenir à tout moment de la façon la plus juste de l'extérieur et aussi de l'intérieur, auprès de ses militants. L'apparente inertie du Parti est moins due à la très faible éducation politique de ses militants qu'au poids de ses structures bureaucratiques qui sont une belle réussite dans la parcellisation des militants. Ses temps de réaction sont très longs et, dans cette machine antitendances, les courants critiques qui souvent existent de façon latente dans les cellules s'essouffent faute de trouver un quelconque reflet dans l'appareil. L'appareil, lui, a compris que sa force principale est dans son « unanimité » proclamée, et les militants, armés de leur seul sens de classe, traduisent le plus souvent leur mécontentement par l'écoeurement ou l'abstention politique.

Toutefois, après mai et surtout après l'invasion de la Tchécoslovaquie, le Parti traverse actuellement une « crise » dont il faut connaître l'ampleur et la portée, crise qui ne sera pas terminée avec la démission spectaculaire de Jeannette Thorez Vermeersch et le blâme public (sanction précédant la destitution des fonctions, art. 12 des statuts) administré à Roger Garaudy.

En mai et juin, l'organisation n'a pas été déchirée. Surprise, le baromètre démocratique au beau fixe, elle s'est

resserrée sur elle-même ; on a vu affluer les militants qui d'ordinaire se tiennent à l'écart de la vie des cellules ; l'heure était plus à l'action qu'à la critique. A la base, s'est pourtant développée dans de nombreuses cellules locales, surtout à Paris, une opposition de type « démocratique ». Le sectarisme officiel envers le mouvement étudiant cadrerait mal avec l'expérience quotidienne des militants : le mouvement avait un caractère beaucoup trop « de masse » pour être le fait des gauchistes, qui, par définition, ne peuvent qu'être isolés. Dans les locales (1) se trouve une forte proportion de petits-bourgeois, véritablement recrutés sur la base du démocratisme officiel du Parti et qui ne pouvaient admettre les injures de Marchais. De très nombreux militants étaient allés sur les barricades et à la Sorbonne, peut-être choqués par les mots d'ordre, mais sympathisants avec l'ambiance générale ; ce courant en fait appliquait à un cas non prévu par le BP (2) sa propre ligne démocratique ; le Parti était bureaucratise et n'avait pas su comprendre à temps les étudiants ; à cela s'est limitée la critique, le plus souvent.

Une autre opposition plus politisable s'est développée dans quelques cellules d'entreprises, ou parmi les militants grévistes, à partir de la critique de la conduite de la grève. Plusieurs se sont battus contre la reprise du travail et ont accueilli la rage au cœur l'opération « Victoire totale » développée au mois de juin.

Dans l'ensemble, c'est apparemment sans grand dommage que le Parti avait traversé l'épreuve. On avait recruté cinq à dix fois moins qu'en 36, mais, qui dans le Parti se souvient de ces chiffres ? Les élections arrivaient, et comme chacun sait, les élections sont les grands moments de la vie d'une cellule. On retrouvait ses habitudes, on allait gagner des voix si seulement les gauchistes cessaient de brûler les panneaux.

« Elections, pièges à cons » résonnait encore dans les rues ; l'échec électoral allait frapper de stupeur tout le Parti. Après le discours de De Gaulle annonçant les élections, les dirigeants du Parti se targuaient de les avoir des-

mandées avant lui. Au CC de juillet, ils reconnaissaient avoir été pris entre deux pièges gaullistes : la provocation gauchiste — dans laquelle on n'était pas tombé — suivie des élections où ladite provocation avait servi d'épouvantail anticommuniste — et là, que pouvait-on faire d'autre que proclamer le plus fort possible notre bonne foi ? — La direction ne donnait guère d'autres explications, et réaffirmait dare-dare la pérennité d'une ligne dont l'inefficacité était pourtant patente.

PAR OU PASSE LA LIGNE DE DEMARCATIION ?

C'est dans ce climat lourd qu'intervient l'invasion de la Tchécoslovaquie. Redoutée comme une calamité par l'ensemble des militants, elle surprendra un P.C.F. absolument désarmé. Depuis plusieurs semaines la direction s'employait à minimiser les rumeurs sur les mouvements de troupes et les risques d'intervention militaire. Tout cela n'était que « calomnies des impérialistes ! ». De tempérament conciliateur, la bureaucratie appelait de tout son cœur à la négociation : Vive Cier-na ! Vive Bratislava ! comme plus tard elle applaudira aux « accords » de Moscou.

Pourtant l'intervention eut lieu, et le Bureau Politique fut forcé de prendre position. On sait laquelle : désapprobation de l'intervention — au nom de « l'indépendance des partis communistes » —, approbation des accords de Moscou — le parti français n'a pas à être plus tchèque que le parti tchèque qui les a signés !

Pour inconfortable qu'elle soit sur le plan de la logique, cette position avait pour le Bureau Politique l'avantage de ne rien trancher : ni rompre avec Moscou, ni rompre avec les démocrates français. On sait que, pour nos bureaucrates papelards, « c'est la vie qui tranche », jamais eux.

Il faut nous arrêter sur cette position du Bureau Politique. La bourgeoisie y a vu l'amorce d'une rupture du cordon ombilical avec le Kremlin, cordon qui constituait une sorte de garde-fou du Parti dans la voie de la collaboration de classes, et la raison fondamentale de la confiance mitigée des Mitterrand et consorts envers son réformisme officiel. D'ailleurs dès l'an-

nonce de la prise de position du BP la S.F.I.O. s'est empressée d'engager son grand partenaire à aller plus loin. Qu'en est-il exactement ?

Devant une situation délicate, la bureaucratie n'a pas de position de principe définie.

La situation réelle en Tchécoslovaquie lui importe peu : jusqu'en janvier 68, le régime Novotny était le meilleur possible ; après, c'était le régime Dubcek. De son point de vue de groupe bureaucratique relativement autonome, son conservatisme viscéral est toujours heurté par ce qui est violence, lutte, mouvements brusques — fut-ce de troupes soviétiques — ; ses prises de position réitérées en faveur de l'indépendance des partis communistes relève largement de ce réflexe d'auto-conservation.

La prise de position du B.P. procède donc d'abord d'une démarche pragmatique : que lui était-il possible de dire d'autre ? Soutenir l'intervention soviétique, c'était choisir l'effondrement de sa politique française, et risquer une incompréhension d'une partie de la base. Condamner plus fermement l'intervention, c'était ne plus bénéficier de l'aura prestigieuse de la révolution russe, élément essentiel des rapports entre le parti et la classe ouvrière.

Par ailleurs, on ne peut négliger la dynamique propre du « démocratisme » du Parti. Dès que ses intérêts vitaux sont en jeu, la bureaucratie soviétique est prête à se passer de la théorie de la coexistence pacifique qui n'exprime que sa volonté de coexister avec l'impérialisme. La bureaucratie française, quant à elle, n'était que très secondairement menacée par le « printemps de Prague », et lorsqu'elle affirme aux militants avoir pris une position « responsable » — comme elle dit l'avoir fait en mai —, cela est vrai dans une certaine mesure. La prise de position du B.P. n'est pas seulement de l'opportunisme électoral, elle reflète l'opinion d'un certain nombre de gens qui ne peuvent impunément développer pendant des années une certaine ligne sans au bout du compte y croire un peu.

Se reporter à la note « Avis au P.C.F. » à propos de la compréhension internationaliste des « états ouvriers ».

(1) « Locales » : cellules de quartier.
(2) Bureau Politique : instance dirigeante « contrôlée » par le Comité Central.

QUAND UNE INSTITUTION SE FELE...

La réaction de la base aux prises de positions de ses directions sont multiples. S'y retrouvent, bien qu'en d'autres proportions, les courants qui, une fois n'est pas coutume, se sont manifestés au sein du B.P. Tout d'abord, il faut mesurer quel choc a frappé nombre de militants sommés de choisir entre deux poncifs de l'éducation du P.C.F. : leur fidélité au B.P. et leur fidélité à l'U.R.S.S. Le trouble dans le Parti provient moins de l'appréciation de la situation en Tchécoslovaquie que de l'apparition publique de désaccords entre le B.P. et les dirigeants soviétiques. Comment être à la fois fidèle à sa femme et à sa maîtresse ?

Nul doute que le courant favorable à la position du B.P. est majoritaire dans le Parti. L'absurdité de cette position n'est critiquée que par une petite minorité de gauche et de droite. Par contre, le courant favorable à l'intervention soviétique est relativement puissant. La défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. est la seule éducation internationaliste donnée dans le Parti, et pour nombre de militants, surtout parmi les ouvriers ayant déjà plusieurs années de Parti, le B.P. a pris une position électoraliste et non révolutionnaire. Un courant frondeur se développe — montrant d'ailleurs que si le B.P. a fait la preuve à ce moment-là qu'il n'avait pas le contact avec les masses, il ne l'a pas plus avec ses propres militants. L'aspect essentiel de la crise actuelle est que les militants parlent, n'hésitent pas aux assemblées de section ou d'arrondissement à prendre la parole contre la ligne officielle, ne sont pas convaincus par les réponses des bureaucrates — et tendent à développer leur critique au-delà du problème tchécoslovaque. Très naturellement des militants passent de la critique de l'opportunisme en mai, à la critique de l'opportunisme en mai, et plus généralement à la critique des rapports avec la S.F.I.O. et la Fédération. Que ces critiques se fassent sur un arrière fond d'éducation stalinienne, cela est évident ; mais elles représentent une réaction contre le cours droitier de la direction, réaction que cette dernière n'est pas susceptible d'intégrer par un nouveau virage.

L'avenir de ce courant n'est pas clair. Les Soviétiques qui n'ont que faire d'un Parti français qui ne serait pas à leur botte, développent actuellement une activité fractionnelle importante. Des militants reçoivent directement de l'U.R.S.S. ou de R.D.A. des brochures de propagande. Des tracts et des bulletins ronéotypés de tendance prosoviétique circulent dans certaines fédérations. De façon terriblement déformée, le Parti s'ouvre à une certaine vie politique interne, et c'est cela qui doit retenir l'attention

des militants révolutionnaires. Plus que jamais la base déçue par sa direction, est ouverte aux idées nouvelles. Bureaucratie, stalinisme, ne sont plus des mots tabous. Si l'unanimité de l'appareil se refait sur un seul point, la lutte contre « le gauchisme », les idées de gauche, elles, peuvent maintenant pénétrer le Parti, elles fournissent seules une explication cohérente de l'intervention soviétique de la politique du Parti en mai, comme de son impossible démocratie véritable. L'appareil est pris maintenant dans une nouvelle contradiction. Sa prise de position sur la Tchécoslovaquie ne peut que renforcer son orientation droitier « démocratique ». En même temps il doit renforcer son autorité sur le Parti, c'est-à-dire lutter contre les tendances qui se font jour au sein du Parti. Dans sa lutte contre le « gauchisme », il durcira son langage, lancera une série d'opérations pour tenter de récupérer la jeunesse. Cela mène aux mots d'ordre tragi-comiques prévus pour la grande manifestation des 100 000 jeunes à Paris. « La jeunesse contre le capitalisme » : donc pour la démocratie véritable ? « La jeunesse contre l'impérialisme » : donc pour la coexistence pacifique ?

EXPLIQUER SANS SECTARISME

Les militants révolutionnaires doivent utiliser le fait qu'un certain carcan idéologique est maintenant fêlé. Au sein du Parti, ils doivent organiser des groupes locaux de discussion et d'éducation politique, intervenir dans toutes les instances possibles. A l'extérieur du Parti, il faut chercher toutes les occasions de discussion et de contact avec les militants. Dans ces discussions, les militants les plus jeunes seront souvent les plus hargneux, ce sont les militants ayant déjà une certaine expérience du Parti qui sont le plus susceptibles de réfléchir au-delà des cadres de pensée offerts par l'appareil. On ne doit pas chercher à « coincer » ces militants, ce qui est trop facile, mais plutôt être capable d'amener des éléments de réponse aux questions latentes qu'ils se posent, être capable par l'action militante quotidienne de leur faire la démonstration que lutter à partir d'idées révolution-

naires est plus efficace qu'à partir du magma réformiste de leur direction.

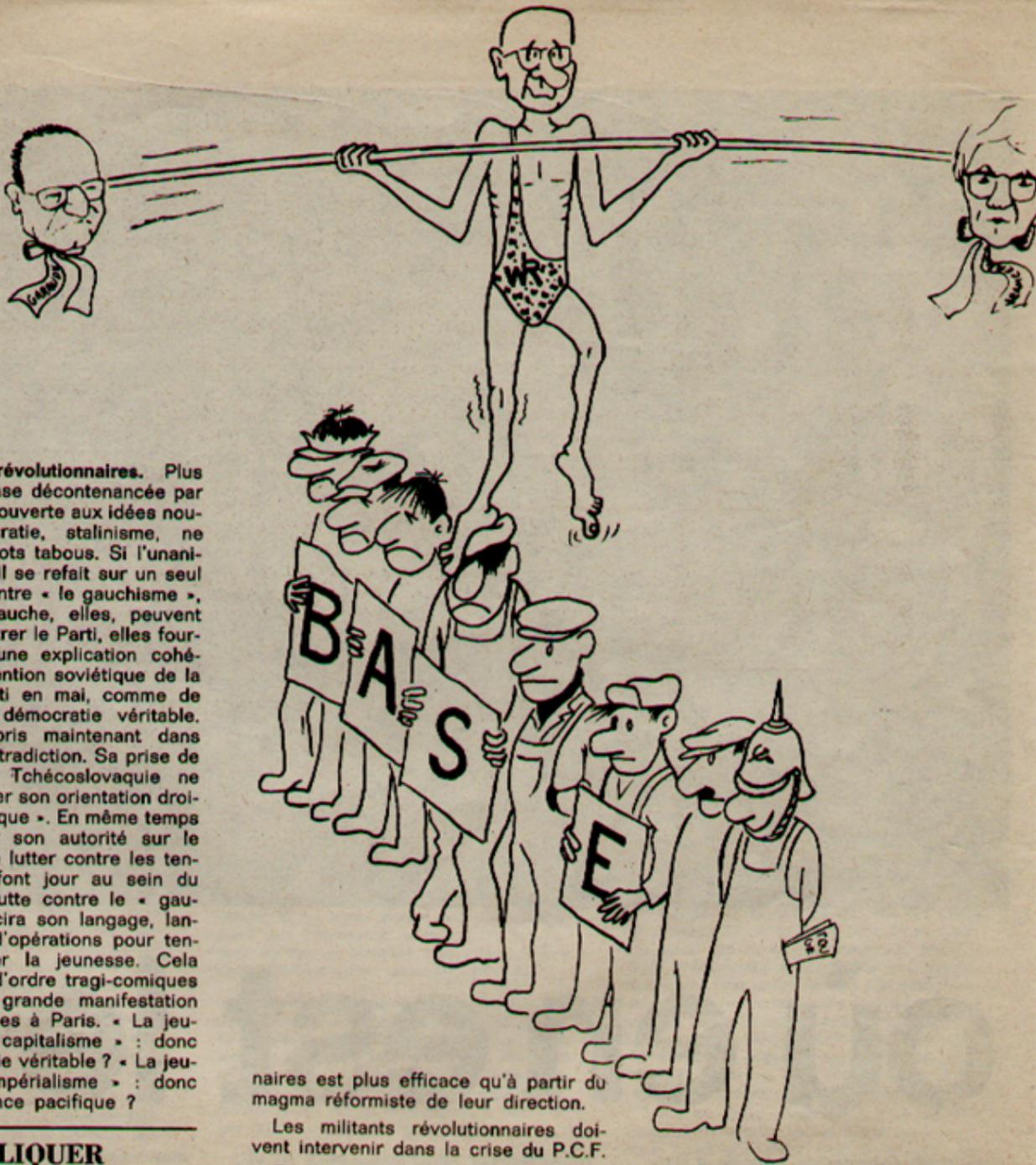
Les militants révolutionnaires doivent intervenir dans la crise du P.C.F.

Car la thèse du Bureau Politique de « l'erreur » soviétique en Tchécoslovaquie ne tient pas : on ne peut pas, en l'ayant mûrement réfléchi, une « erreur » d'une telle importance.

C'est par ce biais concret qu'on peut amener les militants du Parti à remettre en cause la conception stalinienne du stalinisme : si les crimes de Staline se poursuivent après sa mort, c'est qu'il ne s'agit pas d'un phénomène individuel, mais social.

Dans ces discussions, les militants révolutionnaires doivent se souvenir des notions de base, telles que celles de la « bureaucratie » ne sont pas des acquis pour les militants du Parti. Il s'agit au contraire de les expliquer au travers d'exemples concrets : principalement la Tchécoslovaquie, et non pas de heurter de front les militants du P.C. avec des termes qui sont vides de sens pour eux ou ne correspondent qu'à des insultes anti-communistes.

En un mot expliquer et non affirmer.



AVIS AU P.C.F.

A l'occasion du cinquantième anniversaire du komsomol, Brejnev développe une conception tout à fait intéressante, si elle n'est pas nouvelle, de l'internationalisme. Laissons-le parler : « La construction du communisme, le renforcement de la capacité de défense de l'U.R.S.S., constituent pour notre parti et tout notre peuple une partie importante de leur tâche internationaliste. L'aide que le peuple soviétique apporte au Vietnam en lutte contre l'agression impérialiste, le soutien de la lutte de libération des peuples arabes, l'aide aux jeunes Etats, tout ceci constitue une expression de l'internationalisme. » Il faut cependant tempérer cette générosité débordante par ces extraits d'un discours de Walter Ulbricht, secrétaire du P.C. allemand, qui, lui, mâche moins ses mots : « Quelques dirigeants des partis communistes occidentaux (devraient) reconsidérer mûrement toute l'évolution internationale des derniers mois (...). Nous espérons qu'ils comprendront qu'il est toujours néfaste de s'opposer à la politique de l'Union Soviétique. Il faut apprendre ce b, a, ba. »

le p.s.u. tend la main à la convention

Le P.S.U. a pris récemment la décision de s'adresser aux « formations de la gauche socialiste et communiste » afin de proposer un débat « sur les transformations socialistes nécessaires à la France » et une action commune portant sur trois points jugés prioritaires : lutte dans les entreprises, « ouverture de l'Université sur le monde du travail » et les structures régionales. La résolution du C.P.N. qui définit cette initiative, précise en ce qui concerne les organisations visées, qu'il s'agit de celles « qui ont partagé les objectifs du mouvement de mai ». Aussi, n'est-ce pas sans surprise que l'on a pu constater que le premier mouvement auquel la direction du P.S.U. s'est adressée a été la Convention

des Institutions Républicaines. Les leaders du P.S.U. ont dû employer une lanterne magique pour découvrir la Convention dans le mouvement de mai. La plaisanterie est d'un goût douteux, et il n'est pas certain qu'elle soit très appréciée par les militants du P.S.U.

A lire l'article de Michel Rocard dans « Tribune Socialiste » on retire la désagréable impression que la référence au mouvement de mai sert de rideau de fumée pour couvrir une tentative de récupération des conventionnels que le mariage avec Guy Mollet enchante assez peu. Car Michel Rocard n'est pas assez naïf pour croire sérieusement à la réalisation possible d'un front allant des groupes révolutionnaires à la Convention.

Le P.S.U. reste-t-il donc voué à jouer ce jeu de bascule qui le conduit à mener au gré des événements une politique contradictoire commandée essentiellement par des considérations tactiques ?

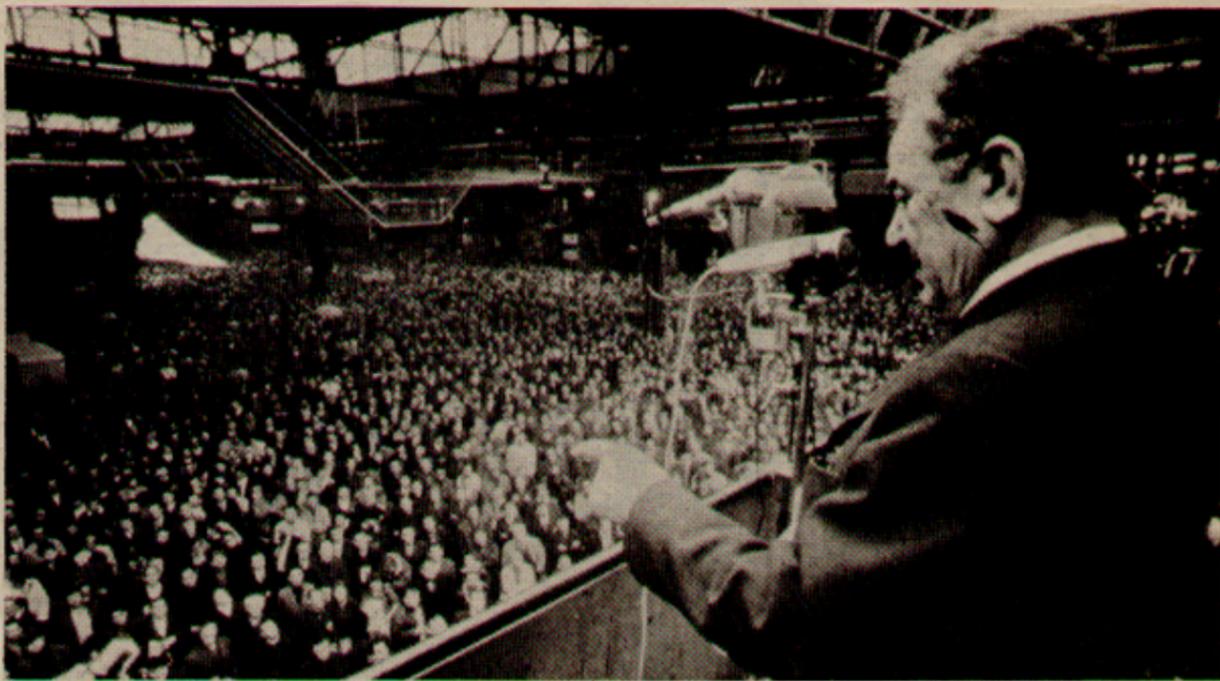
On pourrait penser après mai que ce parti allait rompre sérieusement avec le réformisme dont son secrétaire national est le porte-parole le plus conséquent. Gilles Martinet fournit certains détails complémentaires, dans son récent livre, sur les efforts déployés en mai par Michel Rocard pour porter Mendès France au pouvoir. Martinet reconnaît par ailleurs, que la solution Mendès était aux yeux de certains cercles de la bourgeoisie l'ultime carte à jouer pour sauver le régime.

Entin, avant d'accéder au poste de secrétaire national du parti, Michel Rocard s'était surtout fait connaître par ses rapports au colloque de Grenoble qui avaient pour originalité de définir une marche vers le socialisme faite essentiellement de technicité, sans nationalisations, sans lutte de classe et sans révolution.

Le congrès que doit tenir dans quelques mois le P.S.U. est annoncé comme un congrès de clarification. Il faut espérer qu'il le sera vraiment et que ce ne seront pas, une fois de plus, les soucis tactiques qui commanderont les enrobages idéologiques. Pour qu'il en soit ainsi il faut cesser la pratique de la politique à plusieurs faces et les compromis avec le réformisme.

Correspondant

la c.g.t. de bas en haut



La C.G.T. de haut en bas.

Très souvent, lorsqu'un étudiant veut discuter avec un militant ouvrier de la C.G.T., il ne sait pas très bien comment mener la conversation. Plusieurs choses semblent l'arrêter, la peur de ne pas savoir se faire comprendre, la méconnaissance du poids de la bureaucratie, une mauvaise compréhension de ce qui se passe dans la classe ouvrière.

Il est effectivement difficile de l'extérieur, de juger exactement de la situation dans une organisation comme la C.G.T. : y a-t-il malaise dans le syndicat, à quel niveau, comment se manifeste-t-il ?

Je pense qu'il est important de donner les éléments de réponse à ces questions dans notre journal, ne serait-ce que pour permettre aux étudiants de mieux aborder la discussion avec les militants des entreprises. Je voudrais dans ma lettre tenter de vous apporter une aide dans ce domaine.

UN MALAISE QUI PREND RACINE...

Après les événements de mai et juin, il a été clair pour tous que de très graves divergences existaient à la base. Il suffit de se rappeler les énormes difficultés rencontrées par les directions syndicales à faire reprendre le travail.

Ces divergences ne provenaient pas en règle générale, d'une étude théorique approfondie de la situation, mais plus souvent d'une profonde déception ressentie par la masse des travailleurs. Les résultats étaient trop faibles par rapport à l'ampleur inégalée de la grève et le régime gaulliste était toujours debout. Des revendications comme l'échelle mobile des salaires, les abattements de zone, l'abolition des ordonnances sur la sécurité sociale, etc., n'étaient même pas résolues alors qu'en 1936, avec seulement 3 millions de grévistes, avait été arrachés les 40 heures et les congés payés. Le fait aussi de faire reprendre le travail en ordre dispersé, alors que la puissance du mouvement résidait dans sa cohésion, le sentiment que la classe ouvrière n'avait pas soutenu le mouvement étudiant, tout cela déclencha dans cette période de reprise un profond malaise accentué par le résultat des élections législatives.

Maintenant que reste-t-il de tout cela après la rentrée ? Une grande amertume mêlée de colère : pourquoi faire la grève pour de si faibles résultats ! Les directions syndicales n'ont pas été à la hauteur ! On a été bernés ! La prochaine fois il faudra savoir d'abord où on veut aller !

Chez les militants qui subissent l'assaut de leurs syndiqués, les réactions sont de plusieurs ordres. Il

y a ceux qui, vidés, ont passé la main. Il y en a d'autres, les plus nombreux semble-t-il, rendus sourds et aveugles par les années d'obéissance, qui résistent à toutes les attaques de leur base défendant pied à pied, avec plus ou moins de succès, les positions de la direction. Enfin, bon nombre d'entre eux, moins écrasés par l'appareil bureaucratique, surpris par le déroulement et la conclusion du mouvement, plus sensibles à la pression de leur base, sont amenés à réfléchir et à critiquer. C'est je pense en direction de ces derniers que doivent en priorité travailler les militants révolutionnaires.

Ce sont en général des militants plus jeunes, dévoués, et d'une formation théorique faible. Ils réagissent beaucoup plus par conscience de classe que par une compréhension profonde des événements. Il est important de bien le comprendre pour ne pas être tenté d'élever la discussion à un niveau qu'il leur est difficile de suivre.

... DIFFEREMMENT DANS CHAQUE INSTANCE

Comment s'expriment les désaccords dans la C.G.T. ? Ceci dépend essentiellement du niveau hiérarchique auxquels ils se situent. Au sein d'une même section syndicale et d'un syndicat local à la direction duquel il participe, le militant en désaccord peut intervenir très facilement, très ouvertement. Pour peu que les problèmes soient présentés clairement, — cela n'est pas toujours le cas, — les travailleurs appuient souvent.

Dans les Unions locales, l'organisme, à la tête duquel est placé un militant « sûr », est un peu plus contrôlé par l'appareil. Néanmoins, dans la mesure où à ce niveau tous les militants se connaissent relativement bien, les interventions ne posent pas de graves problèmes. Les oppositionnels ne risquent pas la répression, surtout aujourd'hui où ils sont si nombreux. La direction se contentera d'essayer de les isoler, ce qui n'est pas toujours facile. En écoutant bien dans de telles réunions on observera qu'un malaise existe dans presque tous les secteurs.

Dans les unions départementales la direction est tenue, la plupart du temps, par un bloc presque homogène de militants du P.C.F. et la majorité des membres des commissions exécutives sont aussi des adhérents de ce parti. Ceux-là forment un groupe dont l'unique axe de réflexion est la lecture de l'Humanité. Les autres sont des isolés pleins de complexes, sachant que toutes interventions dangereusement hors de la ligne risquent d'attirer le feu roulant des dirigeants, perspective peu réjouissante qui souvent les fait

s'abstenir. Nombreux sont les exemples cependant, de ceux qui repoussant leurs complexes, lancent la bombe et ne baissent pas ensuite la tête sous la rafale qui a tout de même pour effet d'empêcher leur soutien par d'autres militants moins téméraires. Après ces réunions, dans les couloirs, les discussions se poursuivent et c'est alors que l'on peut mesurer l'ampleur des divergences aussi à ce niveau.

Au niveau des fédérations nationales, il est bien évident qu'une intervention de ce genre nécessite un courage au dessus de la moyenne. Ces organismes regroupent autour de permanents nationaux, les responsables départementaux par branche d'industrie. Le poids de la direction confédérale s'y fait sentir directement. Ces fédérations sont complètement sclérosées et n'y participent, dans la grande majorité des cas, que de vieux militants toujours fidèles à la ligne de la direction et dont la seule pensée consiste à rechercher la meilleure façon d'appliquer les décisions prises en haut.

Une intervention oppositionnelle dans ces conditions ne peut venir que de militants politiquement très formés et solides, ou de ceux qui ont derrière eux l'ensemble de leur base. Or, il faut dire aujourd'hui que de telles interventions ne sont plus exceptionnelles même à ce niveau, y compris dans les fédérations où les résultats de la grève ont été relativement les plus importants.

Et pourtant, les directions fédérales ne lésinent pas pour empêcher les discussions de sortir du chemin tracé. Le dirigeant qui présente le rapport d'ouverture prévoyant l'éventualité d'interventions « gauchistes » lance dans son discours des menaces contre ces gens parachutés on ne sait d'où, par on ne sait trop qui, pour saboter notre puissante organisation et mener la classe ouvrière, vers une aventure sanglante etc, etc... Ceux donc qui avaient l'intention d'intervenir dans le sens visé, sont dans leurs petits souliers et malgré leurs désaccords ne désirent pas tellement apparaître comme des saboteurs gauchistes. Ils s'en trouvent pourtant plus courageux ou mandatés par leurs camarades de la base, qui tout en s'excusant, tout en affirmant leurs bonnes intentions, leurs sentiments fraternels à l'égard des dirigeants, développent leurs positions et s'attirent une riposte immédiate et virulente des dirigeants désireux d'arrêter le processus. Ils sont fusillés à bout portant à la grande joie des « Toujours-dans-la-ligne ».

Si malgré tout cela, si malgré le manque d'habitude d'exprimer des désaccords il y a, dans le temps très court laissé à la discussion entre les trois ou quatre longs rapports des dirigeants, deux, trois, 4 interventions de ce type alors le malaise est profond. Aujourd'hui c'est ce qui existe dans la C.G.T.

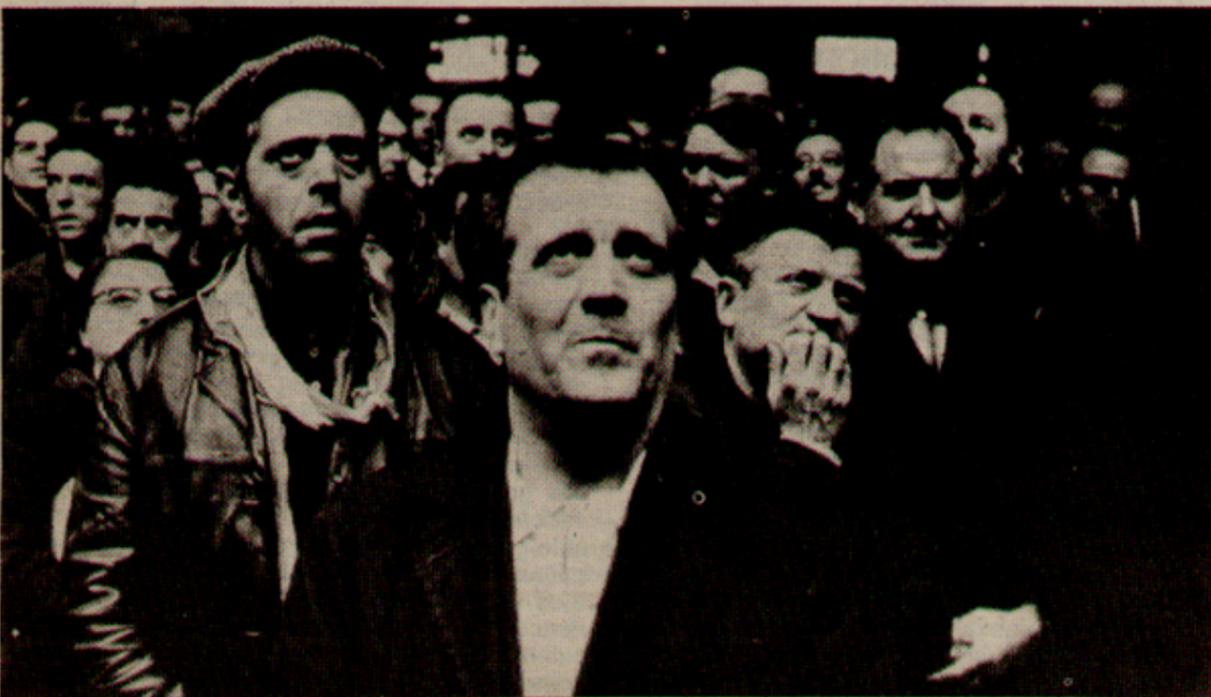
Y ALLER PAR QUATRE CHEMINS

Cet état de chose ne durera pas indéfiniment. Ou l'action reprend et le mouvement contestataire s'amplifie dans la C.G.T. ou le calme se rétablit et peu à peu la direction éliminera tous ces gens « qui n'ont rien compris ».

Les militants révolutionnaires devraient s'efforcer de détecter et de discuter avec cette sorte de militants. Il faut, dans un langage qu'ils comprennent répondre à leurs préoccupations, c'est-à-dire leur expliquer clairement pourquoi les événements se sont déroulés de cette manière et pas autrement. Il faut aussi les encourager à attaquer ces problèmes au niveau où ils militent en leur faisant comprendre que beaucoup d'autres camarades pensent comme eux et souvent n'attendent qu'une occasion ou un encouragement pour s'exprimer. Il faut aussi dans ces conversations faire très attention de ne pas laisser supposer que l'on attaque la C.G.T. pour la démolir, mais bien pour faire changer une ligne politique fautive préconisée et défendue par des bureaucrates. Avoir toujours présent à l'esprit l'attachement profond des militants à leur organisation.

Si ce travail est bien mené, je pense que nous pourrions faire un grand pas vers une action plus politisée de la classe ouvrière.

Correspondant



La C.G.T. de bas en haut.

organisons la riposte au projet de loi edgar faure

« Rouge » n° 3 dégageait trois axes de campagnes pour le mouvement étudiant. La rentrée universitaire qui s'opère de façon progressive, plus ou moins facilement selon les universités, met aujourd'hui prioritairement à l'ordre du jour du mouvement la troisième campagne : celle de la loi cadre.

L'U.N.E.F. elle-même a discrètement engagé cette riposte par un meeting à la faculté de droit le 16 octobre. Le simplisme qui assimile sans nuance la loi cadre de Faure et le plan Fouchet a peut-être nui à ce faux coup d'envoi. Mais

LA BATAILLE DES AMENDEMENTS ET L'OPPOSITION PARLEMENTAIRE

La réforme Edgar Faure a largement modifié la carte du parlement traditionnellement divisé entre majorité et opposition : une partie de la majorité grince des dents au projet ministériel, le gros de l'opposition met tout son espoir dans les innovations gouvernementales. On avait rarement vu ça : unanimité moins 39 abstentions sur une loi aussi importante. Serait-elle le premier pas de cette politique nouvelle qui situerait le gouvernement au-dessus de toute division majorité-opposition, au-dessus de toute lutte de classe ? en un mot serait-ce enfin le début de la troisième voie gaulliste, ni capitaliste ni socialiste ?

Les débats parlementaires ont porté sur les modalités plutôt que sur les principes de la réforme. Tout fut bataille d'amendements. Selon leur orientation ils en auraient fait une victoire du Parti Communiste ou une victoire de Poujade. Chacun a vaillamment tiré la couverture à soi. L'auteur de la loi a tranché en en faisant par son ambiguïté et par une succession de concessions de droite et de gauche, la solennelle conciliation parlementaire de tous ceux qui ont tremblé en Mai. La prouesse est complète car il fait endosser ce projet au mouvement en l'emballant d'un vocabulaire très « contestataire ».

De fait bien des analyses parues dans la presse s'inquiètent des limitations apportées aux principes d'autonomie et de cogestion : « Le gouvernement proclame bien haut des principes bien séduisants, mais continuera-t-il dans cette voie ? ». C'est garder bien des illusions et ignorer la logique de la politique gouvernementale.

Il est vrai que l'autonomie dont on parle n'est que pédagogique et laisse « place à une politique générale de l'enseignement »... réglementée par le ministre, le nouveau conseil économique et social, le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, les organismes du plan, les CODER, les conseils régionaux.

surtout le fait que l'U.N.E.F. effectuait là une rentrée officielle et ennuyeuse après un mois de prudente discrétion sur la bataille des examens, donnait à la réunion un air de réaction tardive qui sonnait faux.

Il est temps que les forces vives du mouvement étudiant, celles qui ont mené de bout en bout la bataille des examens par laquelle il a réaffirmé sa puissance prennent en main la riposte à la loi cadre et se donnent, par la réunification des C.A. et d'une U.N.E.F. débureaucratisée, le moyen organisationnel de la mener.

Il est vrai que la cogestion demeure très factice lorsque les étudiants sont nécessairement minoritaires — en-dessous du quorum, après réélection, ils ne seront représentés qu'en proportion du nombre de votants — lorsque la place des assistants (« qui ont montré par leur attitude dans le SNESup qu'ils étaient plus des étudiants que des enseignants ») n'est pas définie, lorsque les étudiants de première année ne votent pas, lorsque les AG n'ont pas d'existence légale, lorsque donc aucun mandat, ni contrôle, ni programme, ni débat, ne détermine le choix et l'attitude des délégués à côté desquels siègeront en sus des personnalités extra universitaires désignées on ne sait comment.

Mais il est clair que la contradiction n'est pas entre la volonté progressiste d'Edgar Faure et la mauvaise volonté de R. Poujade. Si l'abstention parlementaire du PCF constitue une infamie, c'est que la démagogie gouvernementale ne doit pas faire oublier la logique capitaliste qui avait déjà produit le Plan Fouchet.

DU PLAN FOUCHET A LA LOI CADRE

Le plan Fouchet s'efforçait de répondre à une période d'innovation technologique accélérée qui exigeait un fort contingent qualifié et polyvalent pour suivre la transformation rapide des techniques industrielles. Cet impératif se heurtait au refus politique de la bourgeoisie de former des gens ayant une compréhension globale de la société et susceptibles de la remettre en question. D'autre part, cet objectif demandait un effort financier considérable, nécessaire pour la bourgeoisie en tant que classe, mais conçu par chaque bourgeois individuel comme un sacrifice peu rentable à court terme.

Pour résoudre ces contradictions, fut instauré un système de formation rapide et spécialisé, distinct de la formation d'une élite destinée à prendre en main les postes de commande. Mais les prévisions même du Plan Fouchet ne furent

pas toutes réalisées et les crédits furent parfois bloqués. Ainsi le Plan Fouchet ne parvenait qu'imparfaitement à remplacer la sélection « naturelle » des anciennes propédeutiques par la sélection organisée des cycles courts, des impasses, et passerelles vermoulues.

Enfin le Plan Fouchet paraît au plus pressé : surtout consacré à rattraper le retard scientifique, il n'évoquait qu'évasivement les débouchés des études littéraires et leur insertion dans l'économie.

En même temps qu'était appliqué le plan qui devait régler les questions les plus urgentes, se tenaient les colloques de Caen et d'Amiens. Réunissant universitaires et représentants de l'économie, ces colloques entreprirent une recherche à plus long terme passablement abstraite, sur une pédagogie d'élite et un recyclage des connaissances adaptées à la science moderne. Ils posèrent en outre pour la première fois le principe de petites unités universitaires ouvertes à l'économie régionale, de l'émulation entre facultés aboutissant, par la « libre concurrence », à un enseignement d'élite et un enseignement de masse. L'application de ces principes n'était pas envisagée, ni les questions budgétaires, ni les méthodes employées dans les facs de bas niveau. On s'y contentait d'une apologie de la révolution pédagogique, des expériences d'enseignement polyvalent, avec crédits illimités et méthodes audio-visuelles à la clef.

Le chambardement de Mai est intervenu au moment où l'application du Plan Fouchet était financièrement ralentie par les échéances plus contraignantes du Marché commun. Il en résultait que la classification entre voies courtes et longues n'était pas entièrement réalisée : les étudiants restaient concentrés en facultés énormes où la solidarité et l'information tenaient en échec la division entre les sections et les instituts (exemple la crise de l'IEDES) où le malaise devant l'incertitude des débouchés rendait disponibles les littéraires (Sorbonne, Nanterre), où l'intervention des impératifs économiques dans les branches techniques rendait à chacun perceptible le problème de l'exploitation capitaliste.

La Réforme Faure a pour rôle de mettre sur le compte de Mai une réforme d'ensemble dont le Plan Fouchet n'était qu'une première ébauche bâtarde : adapter l'enseignement au développement des forces productives tout en maintenant les rapports de production actuels, qui se traduisent par un monopole du savoir pour la classe dominante. On s'oriente ainsi vers la suppression des distinctions inopérantes moderne-classique, littéraire-scientifique, et vers la création d'une nouvelle culture d'élite fondée non plus sur l'archaïque culture générale (langues anciennes, latin, etc.), mais sur la connaissance complète et maîtrisée du fonctionnement de la société (processus de production). Distincte de cette nouvelle culture, demeure une « culture » de masse où la spécialisation par matière (anglais, chimie, géographie) fait place à la spécialisation par emploi (exemple : droit privé, droit public).

Une des caractéristiques de cette réforme est aussi que, s'attaquant surtout au problème de l'encadrement de l'économie (personnel tertiaire), elle concerne autant les facs de lettres que celles des sciences.

AUTONOMIE ? PAR RAPPORT A QUI ?

« Briser l'archaïque monolithisme en facultés plus petites, donc plus pédagogiques » dit la loi. En fait, réduire le « corps dans l'Etat » qu'était l'université traditionnelle nantie de ses franchises, à une série d'unités associées aux économies régionales ; briser géographiquement le mouvement étudiant en essayant de ramener ses préoccupations à un corporatisme provincialisé.

« La création de série de facultés régionales supprime la sélection, il y aura de la place pour tous, simplement on s'orientera. » En réalité la sélection devient sélection par orientation, par l'émulation de type capitaliste entre universités de haut et de bas niveau. A cet égard il faut se garder des expériences contestatrices dans les facultés pilotes. Il y serait possible, disent les enseignants de « gauche », de montrer les carences gouvernementales, les possibilités de réalisations pédagogiques nouvelles et d'amener par là le gouvernement confondu à généraliser l'attribution de crédits et les méthodes d'avant-garde. Plus qu'un « modèle socialiste » de telles expériences seraient le trou de vidange pour la turbulence universitaire vouée au rôle de mauvaise conscience circonscrite et institutionnalisée de l'université capitaliste.

En fait, l'autonomie qu'on nous accorde n'est que le prétexte pour mettre fin à l'autonomie périmée de l'université libérale et pour ouvrir l'université à ses « usagers patronaux ». L'autonomie pédagogique a pour corrélatif une dépendance financière et fonctionnelle accrue envers l'Etat et le patronat. Nous savons au demeurant que l'autonomie universitaire ne peut exister et nous ne la souhaitons pas.

L'université est dans la société. Sa fonction de formation la met en relation avec l'économie qu'elle fournit en cadres et techniciens. Les besoins de l'économie sont aujourd'hui déterminés par la bourgeoisie. On baptise paradoxalement cela autonomie. Nous ne voulons pas d'une université aussi autonome, mais d'une université qui réponde aux besoins réels, déterminés par les travailleurs, de l'économie. Contre l'économie bourgeoise de l'université, nous voulons une université adaptée à ses fonctions et placée sous contrôle ouvrier.

COGESTION ? AVEC QUI ?

« Participation des intéressés à leur destin » dit-on. En vérité isolement politique des enrégés par la récupération politique de tous ceux qui croient à une collaboration honnête avec le gouvernement. Les délégués cautionneront les décisions administratives et les rétifs ne seront plus que triblions refusant le respect de la majorité étudiante.

« Ouverture sur les forces vives de la nation » dit-on encore. En réalité, transformation des facultés en entreprises concurrentielles où les patrons investiront des capitaux, du personnel (possibilité d'enseignants contractuels), participeront à la gestion, passeront des contrats avec les étudiants et les chercheurs, définiront les programmes en fonction de leurs propres besoins. Les études deviendront la première partie de la « vie active ». Le couloir sera continu de la première année de faculté à la retraite ou au licenciement. Ce phénomène de pré-emploi est dès à présent visible au travers de l'université technologique de Clermont-Ferrand dont on peut dire qu'elle sera une université Michelin.

En fait la cogestion n'est plus que l'application à l'université de la politique de participation. Les élus étudiants aux commissions paritaires de discipline ne seront pas contrôlés par leurs électeurs, n'étant pas mandatés sur un programme à l'issue d'un débat. Ils n'en seront que plus disponibles à toutes manœuvres administratives. Dans ces conditions les étudiants doivent **boycotter les élections aux comités paritaires.**

Mais ils ne doivent pas se contenter d'un refus sans proposer leur alternative à la politique gouvernementale. Ils doivent élire dans des AG, après débat, et sur mandat précis des délégués révocables, chargés de les représenter sur un problème précis, celui des programmes, par exemple, auprès du corps professoral et de l'administration. Ainsi doit être préservée l'**indépendance** du mouvement étudiant qui s'est exprimée dans la bataille des examens.

Il est bien évident qu'une telle politique obéit simultanément à des **considérations de principe** et à une **évolution du rapport de force**. Les étudiants peuvent sur la lancée de Mai réussir le boycott, faire des élections administratives sorte une « représentation » étudiante dérisoire, réduite aux agents de la bourgeoisie et du gouvernement en milieu étudiant. Là où tactiquement, le rapport de force ne permet pas la réussite du boycott, dans certains lycées notamment, les militants du CAL peuvent se faire déléguer sur mandat précis aux comités d'établissement : pour les dénoncer et dans la mesure où ces comités constituent pour les directions d'établissement un épouvantail et une première victoire du mouvement lycéen qui acquiert ainsi droit de cité.

Il importe que le mouvement étudiant mène une campagne active hors des universités sur son refus de cogérer l'université avec la bourgeoisie. Ce refus de la participation n'est pas un devoir moral pour le mouvement étudiant mais un acte politique important dans le contexte de la rentrée et dont le sens doit être expliqué à la population des quartiers et aux travailleurs des usines.

LES AXES DE LUTTES

De même qu'on pouvait se contenter du mot d'ordre : « A bas le Plan Fouchet » sans explication des nécessités économiques auxquelles il répond parce qu'il pouvait conduire à choisir entre l'ancien et le nouveau système. De même

on ne peut se satisfaire du mot d'ordre « Abolition de la loi Fouchet-Faure ! » résultat d'une réduction facile (la loi Faure poursuit le même but que le Plan Fouchet) mot d'ordre qui est ou bien réactionnaire, ou bien aussi général, a-temporel et inopérant que « Non à la bourgeoisie ! ».

De l'analyse de la loi cadre, il faut dégager des thèmes de luttes à constituer en mots d'ordre. Ceux-ci ne peuvent être strictement universitaires : faire le projet d'une contre-université (pédagogie rationnelle, meilleure organisation des cours), n'aborde pas le moindre problème de fond qui renvoie au fonctionnement de la société dans son ensemble. Les seules conquêtes universitaires réalisables sont des résidus d'une lutte globale. Mai l'a montré. Après une retombée relative du rapport de forces, elles sont récupérées et perverties par la bourgeoisie à des fins de modernisation. Octobre le montre. En conséquence notre lutte doit porter :

CONTRE LA SELECTION PAR L'ORIENTATION IMPERATIVE

CONTRE LE CHOMAGE INSTITUTIONNEL

CONTRE LA RENTABILISATION CAPITALISTE DE L'UNIVERSITE

CONTRE LA MAIN MISE DU PATRONAT SUR LA FORMATION

POUR LE DROIT A UNE FORMATION POLYVALENTE ET COMPLETE

POUR LA GARANTIE DES DEBOUCHES AU NIVEAU DE QUALIFICATION ACQUIS.

Il apparaît que ce sont là les thèmes de luttes autant que mots d'ordre car leur réalisation requiert la mise en œuvre de moyens extra-universitaires. Qui peut, sinon les travailleurs organisés, définir les besoins réels en matière de formation, garantir les débouchés au niveau de qualification acquis ? Il est bien évident que ces mots d'ordre ne sauraient être des requêtes adressées au gouvernement bourgeois. Ils sont les premiers axes d'élaboration de la rubrique consacrée à l'enseignement d'un programme de transition au socialisme et dont l'axe unifiant serait :

Le contrôle ouvrier sur l'enseignement et la formation

Pour approfondir les implications, les conséquences de cet axe, pour dégager les moyens requis par ces objectifs, pour opposer au morcellement des facultés un mouvement étudiant unifié, il faut une organisation souple et coordinatrice reconciliant l'UNEF dépoussiérée et les CA nés de Mai. La tâche immédiate est donc aussi la création de structures de bases sur chaque nouvelle faculté. Vincennes vient de créer son Comité d'Action, créons ceux de la Porte Dauphine, d'Antony, de Sceaux et coordonnons-les dans l'action.

PAR LA MOBILISATION ETUDIANTE PAR LA LIAISON ETUDIANTS-OUVRIERS

ORGANISONS LA RIPOSTE A LA LOI FAURE !

COMMENÇONS PAR LE BOYCOTT DES ELECTIONS AUX COMITES DE DISCIPLINE !

premier cercle rouge à paris

1.350 entrées payées, jeudi 17 octobre (Mutualité), pour le premier débat organisé par « Rouge » sur Spontanéité et Organisation. Débat vif, parfois passionnant, toujours passionné...

L'assistance était composée pour l'essentiel de militants, membres ou « contacts » des Cercles Rouges. Attentive et exigeante, elle témoigne de la volonté des militants d'aborder désormais les problèmes à un niveau excluant tout recours aux généralités creuses et à la démagogie.

« Rouge » entend organiser régulièrement des Cercles Centraux abordant les questions politiques fondamentales auxquelles se trouve confronté le mouvement, sous la forme de débats contradictoires.

L'importance politique des développements actuels du conflit vietnamien exige que nous lui réservions cette fois-ci notre dossier central. La suite de la série « De quelle organisation avons-nous besoin » paraîtra dans le n° 5 de « Rouge ».



lisez diffusez soutenez rouge

ROUGE se propose de regrouper les militants de Mai qui, face à la répression et devant l'ampleur des tâches qui leur incombent, ont compris la nécessité de l'organisation. Tissant un réseau de correspondants, de diffuseurs, de lecteurs, ROUGE est l'organisateur collectif des militants qui ont pour but la construction d'un parti révolutionnaire.

ROUGE se propose, par la discussion large de tous les problèmes du mouvement ouvrier, par l'analyse des luttes ouvrières et l'étude des mots d'ordre qui en surgissent, de participer à l'élaboration du programme de lutte et à l'enrichis-

ROUGE paraît tous les quinze jours
Modalités d'abonnement : pour 6 mois, 13 F.
pour 1 an, 25 F.
abonnement de soutien, 50 F.
Tout versement de fonds : « ROUGE Journal d'Action Communiste », C.C.P. Paris 25 043 88.
Toute correspondance : « ROUGE », B.P. 201, Paris-19°.

sement de la théorie marxiste, faute desquels le mouvement de Mai ne saurait trouver son second souffle.

Parce que la révolution dont nous sommes les militants n'est pas nationale mais internationale, parce que les expériences de luttes révolutionnaires dans le monde se fécondent mutuellement, ROUGE fait connaître l'état, les idées, les formes organisationnelles des nouvelles avant-gardes qui surgissent au Japon, en Europe Occidentale, en Amérique latine, aux Etats-Unis, dans les démocraties populaires. ROUGE pose le problème de l'organisation internationale dont nous avons aujourd'hui besoin.

vietnam



quelles négociations

I - en guise de toile de fond

Depuis quelques semaines, une curieuse agitation éclipse le face à face 26 fois répété et apparemment sans issue de l'Hôtel Majestic.

A Washington, Johnson après avoir réservé pour le jeudi 17 octobre, une ligne directe sur le satellite de communication T.V. Intelsat, annonce pour le jeudi 24, lendemain de la 27^e rencontre de Paris, une conférence de presse. Richard Nixon, d'autre part, réservé sur les chances de Johnson par tactique électorale reconnaît cependant que « les très délicates négociations en cours » peuvent aboutir à un compromis honorable. Enfin, le leader de la minorité républicaine au Sénat, convoqué à la Maison Blanche déclare : « Quelque chose de très important est imminent. » La presse bourgeoise se perd en hypothèses convergentes sur l'arrêt des bombardements.

A Saigon, le quartier général bâcle à la hâte une ultime théorie. Après avoir déclaré en novembre 1967 qu'ils allaient gagner la guerre, les Américains affirment, en février 1968 après le Têt, que le F.N.L. décidément est « très fort ». Puis il apparaît à nos fins stratégiques que le Têt était une offensive désespérée qui avait saigné à blanc les Vietnamiens ; la preuve ne leur parvient qu'en août après la pause de l'offensive généralisée depuis juin. A la mi-septembre, une réévaluation américaine est devenue nécessaire ; la pause devient « un repli tactique, préparant une nouvelle offensive généralisée » ; en conséquence : intensification des raids aériens. Vers la mi-octobre une dernière rectification confère à la stra-

tégie américaine toute sa cohérence : la raison du retrait vietnamien est politique ; elle provient d'un ordre de Hanoi et non d'un essoufflement militaire. Il est difficile de tenir compte des prophètes surtout lorsqu'ils sont rétrospectifs...

Le gouvernement fantoche connaît quelques difficultés avec ses protecteurs américains. Sous couvert de répression préventive d'un éventuel putsch militaire le général Thieu évince le trop voyant général Ky. Dans le même temps, le général Minh, qui aurait été fusillé, il y a six mois pour « neutralisme », rentre à Saigon et commence ses consultations. Les résistances de Thieu à une pause des bombardements s'estompent devant la pression américaine, mais sous conditions...

A Hanoi, où Le Duc Thô, conseil spécial, est rentré via Moscou, on réaffirme « qu'il ne saurait être question de réciprocité ». Pham Van Dong rappelle que « pour l'essentiel, la position exprimée à Paris est conforme aux quatre points de 1965 ». U. Thant, dont le « plan de paix » de février était qualifié de manœuvre impérialiste se voit invité d'user de son influence pour modifier le « climat » des conversations de Paris. Enfin, il est de moins en moins question d'un arrêt **inconditionnel total et définitif** des bombardements.

De leur côté le New York Times et Burchett soulignent que le Nord-Vietnam se serait engagé dans une politique de « concessions préalables » tout en maintenant leur refus de toute « réciprocité ».

Le F.N.L. réaffirme le 5^e point de 1965 et rappelle qu'il a fait le « serment sacré de remettre la totalité du pouvoir au peuple » et que « le pouvoir populaire révolutionnaire » est d'ores et déjà instauré dans les zones libérées.

A Pékin, la presse dénonce à nouveau « la supercherie des négociations de paix, tandis que Chou-en-laï, dans un discours à l'ambassade de la R.D.V., répète que « le peuple vietnamien remportera la victoire pourvu qu'il s'oppose à la capitulation et au compromis ». Dans le même discours, Chou-en-laï condamne l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars russes (soutenue par la R.D.V.) et déclare : « Pour tous ceux qui nourrissent encore des illusions sur l'impérialisme U.S. et le révisionnisme soviétique, il est grand temps de se réveiller. »

Cuba réaffirme son soutien « au F.N.L. qui continue la lutte ». Simultanément « Granma » publie un article de Burchett qui comporte des appréciations très nuancées sur le rôle de « l'alliance des forces démocratiques » et la « modération » d'Hanoi.

Moscou enfin, depuis l'intervention armée à Prague, et sous prétexte de nécessité militaire en Tchécoslovaquie, a réduit brutalement et massivement son aide au Nord-Vietnam. Moscou depuis se tait et s'agite.

Ces faits ne manquent pas d'être suggestifs mais l'exégèse de textes a des limites : toute tentative de produire à partir d'eux une analyse cohérente qui en rende compte serait rapidement vouée à une simple vue de l'esprit et finirait par n'avoir plus que la cohérence d'un délire. Ils peuvent fournir tout au plus une utile toile de fond.

Comprendre pour agir ne signifiera donc pas pour nous essayer de percer les données de la diplomatie secrète.

II - la révolution vietnamienne à un tournant

1 - LE PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE AU VIETNAM

Les chances de la révolution vietnamienne de passer, par un processus de Révolution permanente, de la lutte de libération nationale à l'édification du socialisme sont déterminées par plusieurs conditions interdépendantes : la conduite de la lutte sous la direction du prolétariat et de son organisation de classe ; l'application d'une stricte alliance de classe, excluant la bourgeoisie nationale mais comprenant l'ensemble des couches exploitées, surtout la paysannerie ; la réalisation d'un certain nombre de tâches socialistes dans le cours même du processus de libération nationale ; et les modalités d'application du mot d'ordre de Gouvernement de Coalition (gouvernement d'union nationale).

Comment se manifeste le processus révolutionnaire au Vietnam ? La réponse doit tenir compte des distorsions du vocabulaire de compromis (soviéto-maoïste) utilisé par les vietnamiens.

Le Parti Populaire Révolutionnaire est, au Sud-Vietnam, l'organisation politique hégémonique au sein du prolétariat. Il contrôle idéologiquement de nombreuses organisations de masse, notamment les syndicats.

Le F.N.L. est la matérialisation, dans un Front Unique de l'alliance ouvriers-paysans-petits-bourgeois sous la direction politique du prolétariat. La quasi-totalité de ses cadres dirigeants sont membres du P.P.R.

La bourgeoisie nationale, qualifiée par Tran Din Tao lui-même de « rachitique », n'y joue aucun rôle, quels que soient par ailleurs les appels à l'union nationale couramment lancés par le Front. Il s'agit donc dans les faits, sinon dans les textes, d'une « stricte alliance de classe ».

Le Front réalise les tâches de la révolution nationale démocratique (libération des vastes zones de l'emprise impérialiste). Mais, surtout il est le seul capable de les mener à leur terme et d'y intégrer d'ores et déjà dans les zones libérées, un début des tâches socialistes : prise en charge par l'Etat de la médecine gratuite, de l'enseignement et de l'hygiène, début de collectivisation des terres, usines, etc.

« Le Pouvoir populaire révolutionnaire » et les « Conseils révolutionnaires » locaux préfigurent déjà un pouvoir d'alliance de classe sous la direction politique du prolétariat. Le F.N.L. n'envisage donc pas, dans les faits et dans les textes, de gouvernement de coalition dont il ne soit pas la force dirigeante.

C'est pourquoi la création par le F.N.L. lui-même d'une nouvelle organisation « l'Alliance nationale des forces démocratiques » pose de nouveaux problèmes, même si entre le programme du Front et le programme de l'Alliance, il n'y a pas de différence qualitative. Nous y reviendrons.

2 - EVOLUTION DE LA SITUATION MILITAIRE

A - De Dac Tô à Mai

La situation militaire au Sud-Vietnam trace les limites des solutions politiques possibles, en fonction de la stratégie des révolutionnaires vietnamiens et dans le cadre du rapport de force international.

Après Dac Tô et le Têt, Nguyen Huu Tô, président du F.N.L. du Sud-Vietnam, pouvait déclarer : « La défaite militaire U.S. de possibilité est devenue réalité. » Quelle signification attribuer à cette affirmation ?

La bataille de Dac Tô avait montré que les Américains avaient perdu l'initiative stratégique. Dès lors, dans le cadre de la guerre conventionnelle, les Américains ne peuvent plus gagner. Ils se trouvent donc placés devant une alternative dangereuse :

1° **Changer le cadre de la guerre, c'est-à-dire escalader.** Il existait une possibilité d'escalade qui changerait radicalement la face du conflit : l'escalade nucléaire, le recours au génocide, le recours à l'arme nucléaire tactique. Mais la situation internationale interdisait et interdit un tel recours.

2° L'autre volet de l'alternative était claire. C'est ce qu'Hanoi appelle « savoir se retirer du Vietnam ».

B - L'offensive généralisée du Têt confirme l'impasse dans laquelle se trouvent les Américains. La réplique internationale confirme également leur isolement politique.

Les « contacts préliminaires » inévitables commencent à Paris.

C - Dès le 6 mai 1968 Creighton Abrams, substitut de Westmoreland, recevait un ordre « secret » aussitôt révélé par la presse et reconnu depuis par le porte-parole militaire U.S. à Saigon. Cet ordre lui enjoignait de « gagner la guerre dans les trois mois, afin de sortir les U.S.A. de l'actuelle impasse militaire et de leur assurer une position solide pour se présenter à la Conférence de Paris ».

La stratégie qui en découlait fut, inévitablement, un fiasco total, en raison de la pression exercée par le F.N.L. : Ce fut la 2^e offensive généralisée du F.N.L. en mai. Différente sur le plan militaire de celle du Têt, moins « spectaculaire » elle fit, de l'aveu même du commandement U.S., beaucoup plus souffrir les forces armées U.S. et fantoches. Khe Sanh fut donc évacuée par les troupes américaines...

Un inévitable changement de terrain

A partir de Dak Tô les U.S.A. ne peuvent plus vaincre. Un changement de terrain est devenu inévitable, soit qu'il procède d'une escalade sur le plan militaire, soit qu'il consiste en un déplacement de la lutte sur le plan politique.

Sur le plan militaire, le passage à une phase supérieure de la lutte est objectivement possible pour les vietnamiens. Mais il leur manque le matériel offensif nécessaire, qui depuis Dac Tô aurait pu changer la face de la guerre : la responsabilité des Soviétiques, qui possèdent ce matériel, est absolue en ce domaine. Dès lors, après le Têt, après Mai, c'est en position de force mais alors que toutes les possibilités militaires n'ont pas été épuisées que les Vietnamiens poursuivent les négociations auxquels ils ont contraint les Américains. L'évolution de la situation militaire de Juin à Octobre en découle.

La poursuite de la guerre après Mai implique une 3^e offensive généralisée. De fait, tout le monde l'attendait début Août. Le F.N.L. en avait même annoncé la date (« aux alentours du 8 Août ») et certaines modalités (« 100 roquettes sur Saigon chaque jour pendant 100 jours »). Cette offensive n'eut pas lieu. De Juin à Octobre, une accalmie quasi généralisée s'instaura.

La poursuite de la guerre après Mai implique une 3^e offensive généralisée. De fait, tout le monde l'attendait début Août. Le F.N.L. en avait même annoncé la date (« aux alentours du 8 Août ») et certaines modalités (« 100 roquettes sur Saigon chaque jour pendant 100 jours »). Cette offensive n'eut pas lieu. De Juin à Octobre, une accalmie quasi généralisée s'instaura, accompagnée d'offensives partielles, démonstrations d'un certain nombre des possibilités objectives sur le plan militaire (Tay Ninh, récemment pilonnages de Saigon, etc.). De plus, depuis quelques mois, les pertes américaines décroissent régulièrement. On constate une apparente reprise de l'initiative américaine (réoccupation de la base de Khe Sanh par les troupes U.S.).

Les Vietnamiens seraient-ils à bout de souffle ? Loin s'en faut. Toutefois il semble qu'ils manquent de matériel offensif livré via le Nord. Mais, plus profondément, l'accalmie du front militaire est due à des raisons politiques : la lutte s'est déplacée sur le front des négociations. Et les Nord-Vietnamiens tout en maintenant leur position de principe sur le refus de toute « réciprocité » à une éventuelle désescalade américaine, se sont engagés dans une politique de « concessions préalables ».

3 - VERS UN COMPROMIS

Que la situation au Vietnam évolue — au moins, provisoirement — vers un compromis, c'est ce que signifiait sans ambiguïté possible après la levée du

blocus de Khe Sanh et l'avortement de la 3^e offensive généralisée une déclaration de Pham Van Dong publiée en août 68 : « la pause des bombardements sur Saigon a une signification politique ».

Dès le 30 juillet, le « New York Times » soulignait : « Au cours de ce dernier mois, Hanoi a non seulement adopté une attitude similaire (à la désescalade US) mais il est encore allé plus loin que les U.S.A. dans la direction d'une désescalade de la guerre ».

Peu à peu, les Nord-Vietnamiens changent de position sur les conversations de Paris. De « contacts préliminaires » elles deviennent « conversations officielles ». Préalables à un arrêt inconditionnel des bombardements, elles se consacrent bientôt à d'autres problèmes (cf. textes ci-joint).

On pourrait à satiété souligner les dangers d'une telle procédure. L'essentiel n'en demeure pas moins qu'une évolution — peut-être provisoire — vers un compromis est devenue inéluctable, surtout pour les Américains. L'essentiel dès lors est d'examiner dans quelles conditions politiques le compromis peut-il être la première manifestation de la victoire des Vietnamiens ? Non pas quelles sont les chances des Négociations ou d'un Arrêt des Bombardements, mais quelles négociations rendent possible la victoire.

III- quelles négociations ? quel compromis ?

La désescalade militaire est provisoirement engagée. La nature des négociations comme le contenu d'un éventuel compromis dépend donc de l'actuelle situation politique et militaire des Américains et des Vietnamiens. Tout dépend du rapport des forces en présence, et en dernière analyse du rapport des forces à l'échelle internationale.

4) LES AMERICAINS DANS L'IMPASSE

L'impasse militaire dans laquelle s'étaient enfoncés les Américains ouvrait à terme une alternative : ou escalade nucléaire, conventionnelle, massive, ou par les gaz, ou départ des troupes américaines. Aujourd'hui, l'étrange ballet auquel se livre la diplomatie impérialiste confirme cette analyse.

Confrontée à l'échec de sa stratégie, aux prises avec des difficultés intérieures croissantes (chômage, problème noir, etc.), alertée par l'ouverture de nouveaux fronts révolutionnaires en Amérique latine, la bourgeoisie américaine s'efforce de combiner les deux termes de l'alternative : préparer l'escalade en négociant.

Wallace affirme que le recours à la bombe atomique tactique est la seule issue possible. Mais, conscient que « l'initiative de paix » de Johnson le prend pour cible, aujourd'hui il se tait.

Nixon et Johnson manœuvrent avec une grossière subtilité. Nixon, il y a moins de deux mois n'excluait pas l'usage de la bombe atomique tactique. Ses dernières déclarations sont plus discrètes et plus nuancées. Johnson propose les termes d'un compromis acceptable (de son point de vue) pour le retrait du Vietnam. Mais d'un autre côté, dans la mesure où elle n'est pas prête à se retirer actuellement à n'importe quel prix, l'armée américaine prépare une nouvelle escalade — 50 000 hommes sont arrivés au Sud-Vietnam depuis l'accalmie. Des milliers d'officiers de réserves US sont « pré-mobilisés ». De plus, au cas où cette escalade ne suffirait pas, malgré l'installation de nouvelles pistes de B. 52, les Américains sont prêts à aller plus loin.

Aujourd'hui, la fraction la plus consciente de la bourgeoisie, digne porte-parole des trusts monopoles capitalistes qui trouvent dans la guerre un ressort trop coûteux à leur expansion, qu'elle avait libérée, esquisse des propositions d'arrêt des bombardements dont les prochaines heures devraient montrer la consistance. Les Vietnamiens leur ont opportunément rappelé que « pour tout président » aucune issue au conflit vietnamien ne pouvait passer outre les conditions du F.N.L. et de la R.D.V. Ainsi, les considérations de tactique électorale aidant, Nixon et Johnson, frères-ennemis de la même racaille, se réconcilient sur l'objectif, tout en luttant pour jouer le rôle de conciliateur.

De fait, la bourgeoisie américaine, dans le cadre du rapport de force intérieur et extérieur, jouait déjà depuis Mars sur les deux tableaux ? Depuis l'intervention soviétique à Prague elle le fait d'autant plus.

Dès lors, que penser des négociations ?

5) LES VIETNAMIENS AU SUD

Nous avons résumé le processus révolutionnaire au Sud-Vietnam et analysé l'évolution de la situation militaire. Il convient donc d'expliquer dans quelle position de force les Vietnamiens abordent l'actuelle phase du conflit : Compromis ou Escalade, Arrêt des



vietnam/fin

Bombardements ou intensification de la Guerre. La question de savoir quelle serait la place du F.N.L. dans les négociations n'est que secondaire. Il n'en reste pas moins qu'elle sera le meilleur indice du rapport de force actuel. D'aucuns prétendent qu'il existe des divergences entre le Nord et le Sud. L'essentiel est ailleurs.

Sur le plan militaire, le F.N.L., même s'il n'en use pas, conserve globalement l'initiative stratégique. Mais l'armement et les réserves stratégiques lui manquent pour passer à une phase supérieure du combat. Cependant, l'impasse militaire des Américains est telle...

Sur le plan politique, le renforcement du pouvoir populaire dans les zones libérées se confirme. Mais tout en réaffirmant le « savoir sacré » de donner « tout le pouvoir au peuple », le F.N.L. cautionne et suscite « l'Alliance des forces démocratiques » dont le programme, dans la même logique que le programme du Front, est un démenti formel à la réalité actuelle de la lutte qui dépasse largement les limites du programme d'apparence « démocratique bourgeoise ».

Qu'est-ce que l'alliance ? Selon Burchett « l'Alliance groupe autour d'intellectuels célèbres de Saigon et de Hué des patriotes de la bourgeoisie urbaine et des intellectuels qui APPUIENT la lutte du F.N.L. Les raisons de cet appui peuvent, peut-être, être éclairées par une curieuse réponse faite par un membre du P.P.R., représentant manifestement une tendance précise au sein du P.P.R. : « Il peut paraître étrange que des communistes combattent pour les intérêts des couches supérieures mais nous comprenons la nécessité vitale de l'union nationale au niveau le plus élevé, non seulement dans la période de lutte, mais aussi pour les années de reconstruction d'après-guerre. »

De fait, l'Alliance préconise « d'unir toutes les forces patriotiques », d'instaurer « un nouveau, elle se déclare prête à entrer en discussion avec le gouvernement des U.S.A. » pour que « le gouvernement US mette un terme à la guerre, retire du Sud-Vietnam les troupes US et alliées et respecte l'indépendance et la souveraineté du Vietnam, ce qui contredit le 5^e point du F.N.L. Car, désormais, il existe une force politique qui peut DES A PRESENT discuter avec les U.S.A., et est présentée comme autonome du F.N.L. Fait d'autant plus net que le F.N.L. « seul représentant authentique » (5 points) est pour l'Alliance « UNE FORCE patriotique qui a apporté de grandes contributions » avec lequel l'Alliance se propose de « discuter, d'ouvrir des négociations » pour conquérir ensemble l'indépendance nationale ».

Bien qu'inspiré par la même LOGIQUE que le programme du F.N.L., l'Alliance marque un tournant dans la mesure où la question de savoir « qui sera le dirigeant du bloc d'Union Nationale » est laissée en l'état. Mais, comme le programme est dans le Front, ce programme est en totale contradiction avec la réalité des luttes dans les zones libérées.

Il est en fait beaucoup plus un programme à objectifs diplomatiques, peu éducatif pour la masse vietnamienne et les militants révolutionnaires internationaux. C'est le résultat, dangereux, d'un compromis verbal avec la bureaucratie du Kremlin. Le danger vient donc de sa possibilité de prise en charge en tant que base d'un compromis diplomatique. Et c'est, en dernière analyse, du rapport de force international que dépend sa signification politique. Balayé par le développement même de la révolution vietnamienne, dans le cadre d'un compromis imposé par la force aux Américains, il demeure une masse de manœuvre pour les tracts soviétiques et un déversoir où les Vietnamiens devraient l'appliquer strictement et s'y tenir sur la base d'un compromis international du genre « Accords de Genève ».

Les militants révolutionnaires refusent d'entrer dans le jeu où veulent les enfermer la bourgeoisie et les bureaucraties. Conscients des limites imposées aux Vietnamiens par le jeu des forces politiques internationales ils feront tout pour aider à briser leur isolement. Seul un développement actif du soutien politique à la Révolution Vietnamienne peut affaiblir les pressions qui pèsent sur elle. De lui dépendra la nature du compromis réalisé. La Révolution, sous toutes ses formes, est un processus mondial. Les militants révolutionnaires issus de Mai sauront s'en souvenir. Ils trouvent dans la pratique des Vietnamiens, plus que dans leurs textes, la base de leur action. Quelles que soient les limites de la direction Vietnamienne, les militants révolutionnaires reconnaîtront, même à travers toutes les distorsions dans la pratique vietnamienne celle d'une révolution en marche. A l'heure actuelle où l'issue de la lutte se joue de façon serrée, tout retard, tous délais, toute lenteur, la mobilisation prend des proportions démesurées, laisse un vide immédiatement utilisé au profit des impérialistes U.S. Par des manifestations monstres le Japon en juillet et à nouveau le 21 octobre, Londres et les U.S.A. le 27, ont fait de la défense internationale de la révolution vietnamienne une réalité politique.

Bientôt PARIS, ROME et BERLIN.

NON AU CHANTAGE DE L'U.R.S.S.
A BAS LA SUPERCHERIE US
VIVE LA REVOLUTION VIETNAMIENNE
F.N.L. VAINCRA !

elections professionnelles :

« savoir compter ses billes »

- la classe ouvrière

...sait apprécier les points qu'elle marque, compter ses billes et les ramasser soigneusement sans en laisser trainer. - Henri Krasuki - Vie ouvrière (10.10.68).

Pour les marxistes, l'étude des résultats des élections professionnelles reste un des principaux indices de l'état de la conscience ouvrière ; bien plus que dans les élections parlementaires, la conscience de classe y trouve une expression première sur le plan de l'usine, que les bureaucraties syndicales expriment de façon déviée. Or, à cette rentrée, et plus leur nombre d'ouvriers, et par le rôle qu'elles jouèrent en mai, les travailleurs ont manifesté leur « volonté de changement » : à RENAULT-BILLANCOURT les élections des délégués du personnel pour le collège ouvrier (voir tableau ci-contre) font apparaître une perte de 8 élus pour la C.G.T. par rapport à 1967, soit 7 % de moins sur les suffrages exprimés. La C.F.D.T. gagne 6 élus et 6 % des suffrages. F.O. progresse également, mais dans une faible mesure.

A RHODIACETA de Vaise (Rhône) la C.G.T. a perdu 3 élus (dont deux dans le collège ouvrier), la C.F.D.T. en gagne un dans le collège et deux dirigeants dans le collège ingénieurs et cadres ; deux dirigeants particulièrement compromis fin 1967 — début 1968 (1) et en Mai, MERICO de la C.G.T. et SALAUD de F.O., n'ont pas été réélus.

A l'usine THOMSON de Gennevilliers, la C.F.D.T. a enregistré un gain de 4,5 % des voix et 2 sièges au collège ouvrier, la C.G.T. un seul.

On peut tirer de ces résultats un certain nombre de conclusions déjà significatives. La C.G.T. reste évidemment (notamment parce que son implantation syndicale s'est multipliée depuis mai) le syndicat majoritaire. Elle perd cependant des voix dans les élections des entreprises qui ont joué un rôle pilote dans la grève de mai. Ces chiffres sont révélateurs de l'état d'esprit des travailleurs. La C.G.T. perd des voix dans les collèges ouvriers au profit de la C.F.D.T. A BILLANCOURT, le nombre des bulletins blancs ou nuls a augmenté, de nouveaux travailleurs ont rayé les noms des bureaucrates syndicaux en tête de liste.

Un autre phénomène est à souligner : à Billancourt, les résultats du 2^e collège (employés, cadres) ont confirmé les résultats du collège ouvrier. Or, il ne s'agit pas là d'une poussée à droite, car la C.F.D.T. gagne des voix aux dépens de la C.G.C. (syndicat corporatiste des cadres). En fait, et mai l'avait déjà montré, les réflexes chez les employés et les cadres ont joué dans le même sens que dans la classe ouvrière.

Si chez Michelin, Renault-Cléon, Sud-Aviation Bouguenais, la C.F.D.T. progresse (bien qu'elle ait elle aussi accepté le constat de Grenelle), ceci signifie que dans des secteurs-clés, la classe ouvrière après mai garde une haute combativité et ne ressent pas la grève générale comme une défaite écrasante.

Ceci n'est évidemment pas vrai partout. Dans certains secteurs (le matériel téléphonique de Billancourt) la C.G.T. gagne des voix. Dans d'autres, la C.F.D.T. perd des voix au profit de F.O. ou de la C.G.T. : c'est le cas à la Rhodiaceta pour le collège ingénieurs et cadres. Il s'agit dans ces cas de pertes au profit de la droite, qui s'expliquent par le fait que pour les secteurs les moins conscients, y compris dans la classe ouvrière, la déception envers les organisations traditionnelles a provoqué un retournement et un virage à droite. Ce phénomène s'est également traduit par le résultat des élections législatives : dans une période de crise révolutionnaire comme l'a été mai, l'incapacité des partis ouvriers à donner une issue positive à la grève générale peut dans le pire des cas aboutir à leur liquidation : ce ne fut pas le cas en France mais ce fut le cas historique de l'Allemagne, en dépit de la puissance du prolétariat.

Il reste que le vote en faveur de la C.F.D.T. ne reflète pas un accord avec la politique réformiste du Bureau Confédéral, mais le mécontentement des ouvriers, des jeunes en particulier, à l'égard de la politique capitaliste suivie par la C.G.T. en mai. La politique apparemment plus audacieuse de la C.F.D.T., souvent qualifiée de « gauchiste » par la C.G.T., s'est révélée « payante » sur le plan électoral — ce qu'elle visait à être. De la part de la C.F.D.T., qui a « élargi sa fourchette » et s'accommode fort bien d'avoir dans ses rangs des gaullistes de gauche, le but est clair : il s'agit de profiter du mécontentement qui règne à l'égard de la C.G.T. pour élargir sa propre influence.

(1) Lors du mouvement de grèves sauvages, les syndicats avaient été débordés par la vigueur des manifestations.

De la part des jeunes ou des ouvriers cégétistes mécontents, le vote en faveur de la C.F.D.T. est au moins une réfutation de l'explication donnée par la C.G.T. et le P.C.F. lors des législatives : le danger gauchiste n'a pas effrayé l'avant-garde ouvrière, et les résultats des élections professionnelles sont là pour montrer quel est le caractère de classe des élections générales en démocratie bourgeoise — la volonté de la classe ouvrière, y est à tous les coups bernée, mais à un autre niveau, les élections professionnelles jouent le même rôle que toute élection en régime bourgeois ; si le décalage entre les élections parlementaires et les élections professionnelles est significatif, il n'en reste pas moins que la seule traduction de la volonté de la base ouvrière d'un « coup de barre à gauche » ne peut se traduire que par une modification du rapport de force entre les bureaucraties de la C.G.T. et de la C.F.D.T. au profit de ces derniers. A côté de ce déplacement à l'intérieur de l'échiquier syndical, on assiste à une désaffection plus ou moins importante de la minorité ouvrière consacrée à l'égard du « syndicat » tel qu'il est conçu traditionnellement, à l'égard de la coupure pratiquée par le P.C.F. ou les sociaux-démocrates entre « revendications » et « action politique ».

Face à la progression de la C.F.D.T., la C.G.T. réagit en dénonçant de plus belle le danger gauchiste. Elle s'attaque à « Voix Ouvrière » nommément dans un tract (alors que cette organisation a été dissoute en juin) et l'accuse d'être responsables des « bulletins publiés pour évincer nos meilleurs délégués » (c'est-à-dire les bureaucrates les plus haut placés).

A Billancourt la C.G.T. fait état d'un « véritable complot anti-C.G.T. » et s'insurge contre les attaques patronales qui visent les délégués C.G.T. Mais voilà ; le « complot patronal » n'a rien d'une action secrète : depuis des années, il s'exprime au grand jour, depuis quelque temps par les licenciements de militants. Les résultats des élections ne sont pas le fruit d'un complot, mais du dégoût de la base ouvrière devant le refus de la direction C.G.T. d'organiser le combat.

Il est vrai qu'il y a plus grave : aux Actés du Forez, le représentant du syndicat C.G.T. au Comité d'Entreprise a voté pour le licenciement d'un délégué syndical C.F.D.T. en fonctions depuis mai, adoptant la même position que le syndicat autonome de l'entreprise et que le représentant de la direction. Ou est le complot ?

Sans doute la campagne anti-gauchiste est-elle un substitut opportun aux carences de la direction confédérale en matière de défense de l'emploi, (alors que se mènent simultanément des discussions avec le C.N.P.F. sur ce problème).

Le mot d'ordre aujourd'hui, devant les menaces qui pèsent notamment sur l'industrie automobile, doit être de s'opposer et de lutter contre les licenciements. Et si la direction du syndicat se dérobe devant la tâche ; les militants de la base prendront en main leur défense réalisant l'unité à la base et dans l'action qui fait aujourd'hui si cruellement défaut au sommet.

Les camarades de « Lutte Ouvrière » contestent le nombre de comités d'action dans l'usine Renault Billancourt (L.O. n° 14). En réalité, il y a désaccord entre militants, dans l'usine même, sur ce qu'on peut appeler C.A. Il est exact que moins de 8 C.A. ont publié des tracts. Il est tout aussi exact que dans d'autres départements existent des regroupements de travailleurs en dehors de toute instance du P.C.F. ou des syndicats. Ces regroupements pour le moment informels et dont l'activité n'a pas dépassé le simple fait de se réunir sur le tas pour discuter de la situation dans le département, doivent être appuyés par les militants révolutionnaires afin qu'ils développent des actions autonomes.

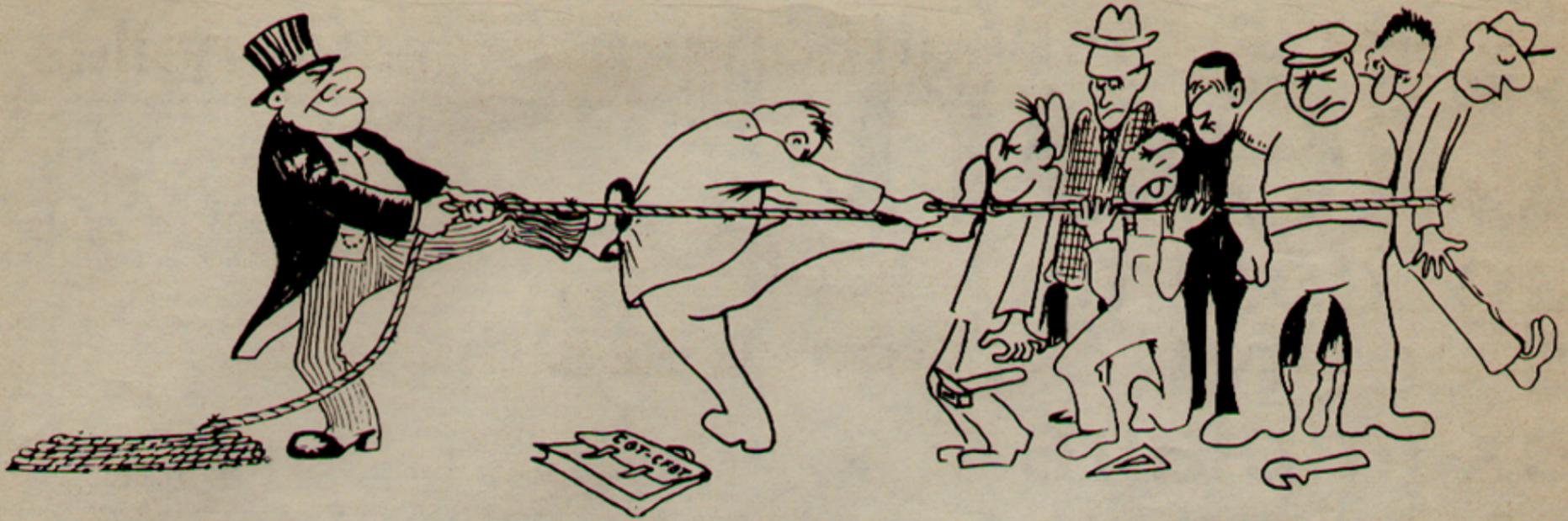
CORRESPONDANTS OUVRIERS

Dans vos envois, expliquez les modalités concrètes par lesquelles s'exerce l'exploitation patronale...

Relatez les faits de résistances ouvrières... pratiquez les militants sur la ligne et la pratique des organisations syndicales.

Envoyez des correspondances précises et documentées avec si possible photos et illustrations.

B.P. 201 Paris 19^e
« ROUGE »



lettre de citroën

Dans le n° 3 de « Rouge », le dernier chapitre (intitulé : « résistance ouvrière à la base ») de l'article sur Citroën donne une idée relativement fautive de cette résistance ouvrière dans l'usine.

Rédigé vraisemblablement selon les données d'un camarade de chez Citroën, ce chapitre disait entre autre : « les débrayages d'atelier contre les licenciements se multiplient, les initiatives de la base (telles que réintégrations d'ouvriers renvoyés) mettent les syndicats au pied du mur et les forcent à la lutte ».

Ce camarade a été peut-être un peu trop hâtivement enthousiasmé par l'action du C.A. de Citroën menée sur l'atelier du 101, Félix-Faure.

Cette action s'est déroulée comme suit : le vendredi 11 octobre, 2 ouvriers de cet atelier apprenaient leur mutation et un autre son licenciement, trois ouvriers qui ont été actifs pendant la grève... Le lundi matin un tract du C.A. était distribué par le camarade licencié lui-même appelant les ouvriers à ne pas rentrer immédiatement dans l'usine et à discuter entre eux d'une éventuelle action à mener en vue de sa réintégration. C'est ce que firent effectivement un bon nombre d'entre eux. Mais, lorsqu'ils virent le délégué C.G.T. hésiter puis pénétrer dans l'usine, ils le suivirent décontenancés, un quart d'heure plus tard.

Une fois le travail commencé, les ouvriers individuellement et inlassablement allèrent trouver le délé-

gué en lui demandant ce qu'il comptait faire. Acculé par des pressions de la base ne pouvant courir le risque d'être déconsidéré, celui-ci lança un mot d'ordre de sortie de tout l'atelier afin de faire pénétrer, de force s'il le fallait (c'est ce qui eut lieu) notre camarade qui attendait dehors. Il passa ainsi la journée dans l'usine. Mais le lendemain, les délégués C.G.T. et C.F.D.T. n'ayant pu se mettre d'accord sur le texte d'une pétition (sic) découragèrent de cette manière les ouvriers, écœurés par leur manque de combativité. L'action engagée cessa. Le camarade ne fut pas réintégré.

De cette action, encore malheureusement isolée, on peut tirer que dans la phase actuelle où les comités de base ne sont pas encore nés, les travailleurs sont prêts à engager une action susceptible de se propager, mais qu'ils ont besoin, malgré toute leur méfiance, de leurs délégués syndicaux qui ont derrière eux tout un appareil susceptible, pensent-ils, d'être capable de les protéger contre la tyrannie de Bercot.

Les usines Citroën à Paris sont très éparpillées et manquent de communication entre elles. Il est alors trop optimiste de dire « qu'aujourd'hui une initiative de résistance ouvrière peut généraliser la lutte à toute l'entreprise ». Il faut considérer tous les facteurs. Néanmoins Bercot et ses alliés sont inquiets. S'il mettent une ardeur décuplée dans la chasse aux militants, c'est qu'ils ont peur.

Cette chasse aux militants a plusieurs visages, l'ingéniosité de Bercot en cette matière est grande. Le côté le plus ignoble de la répression patronale s'exerce surtout sur nos camarades immigrés ? On leur dit en gros : « Si tu ne te tiens pas tranquille, on te retire ta carte de travail » ou encore si ça ne marche pas « On te remet à la police de ton pays » (!)

A ces actes ignobles (surtout quand on connaît la police de Franco ou des héritiers de Salazar) s'ajoutent pour l'ensemble des travailleurs immigrés ou non, les mutations. Ces mutations ont pour effet (du fait qu'elles s'accompagnent toujours de travaux pénibles avec pertes de salaire) d'obliger l'ouvrier à s'en aller, ou s'il ne le fait pas à le licencier purement et simplement sous n'importe quel prétexte, et Dieu sait s'ils en trouvent. Mais les mutations prennent parfois une allure beaucoup plus catastrophique : ne pouvant acheter les militants les plus actifs dans les ateliers encore chauds, on leur propose des mutations favorables à leur situation personnelle, mais ayant pour conséquence de désagréger l'unité de l'atelier.

Souvent les travailleurs dégoûtés par les méfaits de Bercot, de ses sbires et l'inactivité des syndicats, ne résistent pas aux pressions exercées sur eux, ou encore s'en vont d'eux-mêmes.

Mais, ce n'est pas comme Mai-Juin l'a démontré chez nous, en « épurant » constamment l'usine qu'ils réussiront à tuer toute résistance ouvrière. Découragés craignant de payer la dot de l'accord Citroën-Fiat ou consort, les ouvriers n'abandonnent pas, attendent ; les plus durs **recherchent** cette forme d'organisation à la base qui permettra de détruire à tout jamais la dictature de Bercot.

Nous ne sommes pas pessimistes en relatant les faits tels qu'ils sont, mais nous pensons que nous devons partir d'une réalité concrète afin de mener notre action. Par contre nous sommes très optimistes en ce qui concerne l'issue de nos luttes. C'est pourquoi nous vous écrivons.

Ouvriers de chez Citroën

la c.g.t. et la participation

La direction de la C.G.T. a pris conscience d'un danger fondamental au sein de la Confédération : le gauchisme. Nous lui en signalons un autre : le gaullisme. Si la C.G.T. tient à présenter une position pure et dure contre la Participation, si elle ne manque pas d'ironiser à l'occasion sur les tentations participationnistes de la C.F.D.T., protectrice de gauchistes, certaines sections d'entreprise ont, elles, « assimilé » la logique participationniste de la direction confédérale, collaboratrice zélée du Pouvoir partout où celui-ci lui offre les strapontins.

Non seulement ces sections ont signé des accords d'entreprises sur la Participation, mais elles ont tenu à en glorifier la portée sociale.

— Etablissements VINIPRIX, la plus importante société à succursales multiples de Paris, 1 400 salariés.

Accord du 4 avril 68 sur l'intéressement avec versement en espèces et accord sur la Participation avec versement différé, entre la Direction et le Comité d'Entreprise (à 80 % C.G.T.).

Exposé des motifs : « ... en résumé, ce système de participation vise principalement à resserrer toujours plus la communauté d'intérêts

et d'aspirations entre dirigeants, cadres, techniciens, agents de maîtrise, employés, ouvriers spécialisés, manœuvres et apprentis, dans le respect réaffirmé et absolu non seulement des institutions régissant les salaires et le droit du travail ; mais aussi de l'action et des libertés syndicales et sans la moindre atteinte aux droits déjà acquis des travailleurs et de leurs organisations...

« ... Favoriser l'établissement de rapports nouveaux entre salariés, représentés par leurs syndicats, et patrons, sans diminuer en rien l'autorité de la direction tout en permettant aux organismes représentant les salariés d'exercer leur mission... »

Mai-Juin à Viniprix : aucun mouvement de grève. Les dirigeants C.G.T. auraient déclaré :

« Ce serait faire injure à notre personnalité que de transgresser un accord qui nous donnait satisfaction et que nous avons conclu il y a seulement quelques jours ».

— Société d'Emboutissage de Bourgogne SEB, Selongey (Côte-d'Or), 815 salariés, déjà REVOLUTIONNAIRE... pour sa friteuse sans odeurs.

Accords de participation du 30 septembre 1968 entre la direction, le Comité d'Entreprise, et les deux syndicats de l'entreprise, C.G.T. et C.F.D.T.

Préambule : « ... l'ensemble de ce système jumelé d'intéressement et de participation forme dans l'esprit de **tous ses signataires une formule juste et cohérente de partage** des fruits de l'expansion de l'entreprise... »

« ... un grand principe : le respect mutuel des opinions, des intérêts et des aspirations des divers groupes en présence... »

Objectifs poursuivis : « la présente convention vise principalement à... encourager au maximum l'effort individuel et collectif, l'assiduité au travail, la fidélité à l'entreprise, le souci de perfectionnement technique, l'efficacité des tâches et, plus généralement, la meilleure compréhension des problèmes et des intérêts de l'entreprise... »

Alors, camarade SEGUY, « Viniprix, SEB, connais pas ! » ?

Correspondant

renault cléon

un comité d'action exemplaire

Renault-Cléon a été une des premières entreprises occupées en mai : qu'est devenue l'avant-garde et la mobilisation ouvrière dans l'usine ? comment réagissent les travailleurs les plus combattifs après la fin de la grève et la trahison du mouvement ? comment, quotidiennement, la lutte se déroule-t-elle à cette rentrée à Renault-Cléon ? Un militant de l'usine l'explique ici.

UNE DISTRIBUTION MOUVEMENTÉE

Le 4 octobre 1968, à 14 h 45, devant Renault à Cléon, quatre militants achèvent de distribuer à la sortie du quart le bulletin « La lutte continue ». Les derniers ouvriers sortent. Tous pneus crissant, une voiture de policiers fonce vers les distributeurs ; ceux-ci courent, encouragés par les ouvriers : « vas-y, mon gars, dépêche-toi ! » ; des policiers en civil qui jusque là s'étaient tenus « tranquilles » participent à la poursuite. Trois des militants sont rattrapés ; la fille d'abord, à laquelle il n'est rien fait, puis deux étudiants qui sont immédiatement molestés : un groupe d'ouvriers se forme, s'approche du lieu de « l'interpellation » ; les flics se pressent d'emmener leurs prisonniers, avec des « allez, allez, démarre, ne traîne pas » à leur chauffeur. La voiture des barbouzes des « renseignements généraux » reçoit un projectile au moment où elle s'écarte du groupe d'ouvriers. « T'as voulu nous faire casser la gueule par les ouvriers, tu vas voir » : dans le car de police les coups pleuvent sur celui des deux étudiants qui est à portée des flics, l'autre sera « passé à tabac » en arrivant dans les locaux du commissariat d'Elbeuf. Ils seront tous les trois « libérés » leurs vêtements déchirés après quatre heures de « garde à vue » pendant lesquelles ils auront été molestés et injuriés.

Mais pendant ce temps là, il s'est passé un certain nombre de choses : les ouvriers qui ont assisté à la scène, ne sont pas rentrés chez eux. Le gardien est celui qui prévient régulièrement les policiers dès qu'il y a distribution de tracts à l'entrée de la Régie : lui-même est un ancien flic et il continue en cela à obéir aux ordres du patron. Le groupe d'ouvriers entre dans la loge, le gardien, prêt à partir, n'ose pas protester lorsque l'un des jeunes ouvriers présents prend le téléphone

intérieur pour appeler les responsables syndicaux. La réponse est plutôt molle : l'idée d'une prise de parole à la sortie puis d'un tract, d'un communiqué, est proposée. La question se pose d'une action commune des deux centrales. La C.G.T. est plutôt réservée : ceux de ses militants qui sont membres du P.C.F. quelques mois plus tôt s'efforçaient d'empêcher eux-mêmes les distributions de semblables bulletins. Ils n'y étaient d'ailleurs pas parvenus à l'époque, s'attirant même de sérieux ennuis de la part des travailleurs, syndiqués ou non « c'est ça notre liberté d'expression... vous avez déjà perdu 11 % des voix aux élections des délégués, vous en auriez perdu plus si vous aviez fait cela avant ». Le groupe d'ouvriers rentre dans l'usine, dans les ateliers, expliquer ce qui s'est passé. Un jeune ouvrier téléphone au commissariat d'Elbeuf pour demander, de la part des syndicats, ce qu'il est advenu des prisonniers et ce qu'on leur reproche. Et c'est peu après que les étudiants seront relâchés. Le soir même du 4 octobre, à 23 h 30, un groupe important de militants viendra distribuer « La lutte continue » à la sortie du quart, et vendre « Rouge ». Les policiers alertés n'oseront pas intervenir. Un nombre important de journaux sera vendu ; l'accueil des travailleurs est favorable. Le tract disait : « Face aux provocations obstinées des forces de répression c'est l'action unie des travailleurs et des étudiants, par le développement des comités d'action dans chaque usine et dans chaque faculté, qui seule pourra permettre d'imposer de fait au patronat et au Pouvoir la reconnaissance des libertés politiques élémentaires. »

En face de cela les directions syndicales sont bien obligées de se déterminer. La réponse se fera attendre ; un communiqué commun protestera contre les ingérences de la police... dans la « propriété privée de la Régie ». Puis un tract de la C.F.D.T. élèvera une protestation tout en se distinguant de ceux qui « appellent à la grève générale insurrectionnelle ».

Plus tard — le 11 octobre — enfin, viendra un tract de la C.G.T. dont voilà le principal extrait : « Face aux provocations obstinées des forces de répression, c'est l'action unie des travailleurs et des étudiants, par le développement des comités d'action dans chaque usine et dans chaque faculté, qui seule pourra permettre d'imposer de fait au patronat et au Pouvoir la reconnaissance des libertés politiques élémentaires. » Le reste du tract est consacré à la dénonciation de l'attitude « non coopérative » de la Direction, à la création d'un syndicat « autonome » gaulliste à Cléon et à la nécessité de l'unité d'action avec la C.F.D.T. La C.G.T. de Cléon cédait donc aux multiples pressions que les événements de mai, le mécontentement et l'élévation du niveau de conscience des travailleurs, l'audience du mouvement et le travail des groupes révolutionnaires faisaient peser sur elle. Si l'on compare ce texte avec quelques unes des multiples dénonciations antérieures sur « l'outrance, les violences des groupes d'aventuristes gauchistes, durant la grève à PARIS, à FLINS et à SO-CHAUX, notamment » et autres tracts qui invitaient à redoubler de vigilance, « en vous débarrassant fermement et sans la moindre complaisance de l'activité des groupes gauchistes qui continuent leur travail de sape à la porte des usines », on ne peut que souligner — c'est le moins que l'on puisse dire — une évolution positive. Mais pourquoi ?

LE P.C.F. FACE AUX « GAUCHISTES »

Un certain nombre de travailleurs de Cléon, pour avoir vu les membres du P.C.F. à l'œuvre, pensent que ce tract a dû leur coûter beaucoup et que s'ils y ont consenti, c'est surtout afin de pouvoir distribuer eux-mêmes leurs propres tracts publics à la sortie de l'usine. Cela est partiellement vrai mais de toute façon, il s'agit là quand même d'une démarche politique dont le P.C.F. lui-même n'est guère coutumier. En vérité, si la cellule du P.C.F. s'est déterminée par rapport à ce tract, ce ne peut être que pour d'autres raisons : d'abord cette cellule est faible, une dizaine de militants à peu près, apparaissent, connus uniquement au sein de l'appareil syndical. Elle a peu d'audience : une cinquantaine de sympathisants au grand maximum ; elle a peu ou pas d'appartenance publique : tous les 3 ou 4 ou 5 mois, par une feuille : « Le moteur et la boîte ». Le premier jour de la grève de mai, les membres du P.C.F. — qui, bien entendu ne voulaient pas dire de la grève qu'elle était « politique » — mirent des panneaux : « La gauche au pouvoir ». Comme partout ailleurs, ils appliquent les consignes et s'efforcent de briser toutes liaisons avec le mouvement étudiant, mais avec une telle maladresse, une telle violence, qu'ils parvinrent à des résultats opposés. Pour les bureaucrates du P.C.F. c'était alors du « tout cuit », ils étaient « arrivés », c'était « la classe ouvrière », « leur » domaine : ils imposaient leurs hommes au comité de grève sans se donner la moindre apparence de démocratie. Dans un milieu « neuf » — il n'y avait jamais eu de luttes importantes à Cléon, et peu ou pas de traditions ouvrières (le 13 décembre 67 par exemple seulement 10 % des ouvriers avaient suivi le mot d'ordre de grève), dans un milieu où ils n'étaient pas implantés, qu'ils ne savaient pas travailler, ils commirent alors gaffe sur gaffe. Le mouvement étudiant, les discussions autour du mouvement étudiant, les discussions avec les étudiants prirent de plus en plus d'importance. Pour les idées révolutionnaires qui se frayaient par là un chemin, il n'existait aucun « handicap », aucune « barrière » par rapport au P.C.F. D'emblée, la publication de « La lutte continue », la prise de conscience des travailleurs se faisait avec l'aide des « gauchistes ». Le noyau le plus avancé des grévistes devait alors marcher dans les voies d'un regroupement en liaison avec le mouvement étudiant : ce fut la création du Comité d'action, fort, au départ, d'une soixantaine de membres, qui s'imposa comme une force politique potentielle dans l'entreprise. En face de cette situation, après le recul retentissant de la C.G.T. aux élections — dont ils étaient responsables —, en face de

l'hostilité des travailleurs, les militants du P.C.F. n'ont pas trouvé de réponse à l'intérieur du parti, l'échec de mai et la gifle des élections, l'absence de vie militante due au manque de perspectives, la crise tchécoslovaque et la condamnation de l'URSS, les querelles internes, l'absence totale de formation laissent les militants en désarroi. Au sein même de la C.G.T. à Cléon, l'influence du P.C.F. se réduit et passe au second plan. C'est une des raisons de la parution de ce tract, mais non la principale : car à la faiblesse du P.C.F., à la relative impuissance des syndicats, s'oppose la dureté patronale.

DE MAI A SEPTEMBRE

Cléon a été la deuxième usine de France à entrer dans la lutte, les travailleurs ont combattu seuls d'abord, puis ont éprouvé leur force à l'apogée du mouvement ; ils l'ont vu se restreindre, sont restés isolés dans la poursuite de la lutte sans que leurs revendications soient satisfaites. Les directions syndicales ont abandonné les préalables qui avait été mis à toute négociation : 100 000 F de salaire minimum, parité des salaires avec Billancourt, paiement intégral des jours de grève. Les satisfactions ont été modestes : 10 % de plus dans l'année pour tous les salaires, en plus 18 cts pour les OS, 9 cts pour les OP ; une réduction d'une heure de travail en 68, d'une demi heure en 69 (1^{er} septembre) ; 50 % de paiement des jours de grève (ascension et pentecôte payées intégralement), pré-retraite... à partir de 60 ans ; avantages enfin... concernant les délégués syndicaux. Pour une grève si longue, ce sont des résultats bien maigres : peu ou pas d'amélioration des conditions de travail, ni de changements dans le découpage en différentes catégories. Sur les 5018 salariés de Renault-Cléon, il y a 200 cadres, 500 à 600 mensuels, le reste en horaires, mais il existe 95 niveaux de salaires basés sur des « études » de poste (les techniciens, à l'aide de différents critères, déterminent 19 classes et 5 indices, c'est la machine et non pas l'homme qui est payée). Cette division introduite entre les travailleurs demeure alors que le temps de travail n'est diminué que dans des proportions dérisoires (40' de faux repas et 20' pour les besoins, casse-croûte compris) et que les cadences augmentent.

Le patron est demeuré intransigeant face à toutes les revendications formulées depuis la grève ; essayant de rétablir et de maintenir le rapport de force à son avantage, il fait pression sur les centrales syndicales ; limitant au maximum les libertés obtenues, lors des « accords », à l'intérieur de l'établissement. Il s'efforce d'empêcher toute expression à l'extérieur en utilisant les forces de répression policière.

L'usine s'est mise par trois fois en grève en juillet ; la première fois en solidarité avec Flins et Billancourt, contre le licenciement après grève des salariés sous contrat provisoire ; pour les deux autres, ce fut contre l'augmentation des cadences. Le drapeau rouge s'est ainsi de nouveau manifesté pendant quelques heures dans les ateliers. Mais la dernière grève, fin juillet, s'est soldée par un échec : le patron fit accélérer la chaîne qui passa de 106 à 116 boîtes de vitesses. Dans l'usine régnait un climat de tension, de mécontentement grandissant : un mythe se construisait sur « Octobre ». Bagarres, cassage de gueules de contre-maîtres, beuveries, toute une série d'incidents éclatèrent en fin juillet.

La rentrée de septembre s'est opérée dans « l'ordre », ordre « syndical » et ordre patronal. Les cadences augmentent et les syndicats ne font rien. Aucun tract de la C.G.T. ou de la C.F.D.T. ne fut distribué, pas davantage de tract « politique » du P.C.F. Pendant trois semaines tout paraissait rendu à son terrain « normal ». Un seul signe : une demi-heure de grève au Gildemeister contre l'augmentation des cadences. Le premier mouvement ayant son importance un second devait se produire.



Lisez, diffusez Mai 1968 : une répétition générale.

Daniel Bensaid et Henri Weber les auteurs étaient membres du bureau national de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire, organisation dissoute par le décret du 12 juin 1968.

Toutes commandes à François Maspero, 1 place Paul-Painlevé, Paris 5^e.

UNE NOUVELLE EPREUVE DE FORCE

Mercredi 18, une chaîne a débrayé 3 heures. C'était l'équipe de l'après-midi (24 ouvriers), objet du débrayage : les conditions de travail. Sur cette chaîne, il faut soulever régulièrement des vilebrequins : soit au bout du quart (1), une trentaine de tonnes par travailleur. Un dispositif automatique était promis... les ouvriers l'EXIGENT ainsi qu'une augmentation de quinze centimes. L'équipe de nuit a suivi la consigne. Puis celle du matin et à nouveau celle de l'après-midi. Une délégation a été composée par les travailleurs eux-mêmes. Une semaine plus tard le patron se décidait à proposer... 1/2 du temps sur cette chaîne... moins payée ! évidemment, les travailleurs débrayèrent illico. Le patron voulant faire trainer les choses (mais ça pouvait mal se passer pour lui) promet la réponse pour mardi 31 septembre. Cette simple grève non seulement a eu un impact dans l'entreprise mais aussi à l'extérieur. La diffusion de la nouvelle par la presse et la radio a masqué les motifs de la grève et introduit des confusions. C'est ainsi que la grève est devenue un mythe... à Flins. Là-bas le bruit a couru qu'il s'agissait d'une grève illimitée... et parmi les travailleurs les plus combattifs, pas décidés à se laisser faire un espoir naissait.

Autour de la grève des 24, des dirigeants syndicaux discutèrent longuement : fallait-il les soutenir, comment fallait-il les soutenir ? La discussion s'acheva bien après la fin de la grève : rien n'avait été fait. Pas même, une information précise, correcte au niveau de toute l'entreprise ; les dirigeants syndicaux souhaitaient dans leur majorité que cessent les débrayages afin de ne pas gêner les « négociations ». Mais le patronat et la maîtrise sentaient les risques persistants : finalement un accord fut passé. L'augmentation demandée fut à peu près accordée (13 centimes — passage de l'indice 7,3 à 8,3) et trois polyvalents manutentionnaires furent ajoutés à la chaîne. La lutte paie. Mais cela est insuffisant : le travail à bout de bras n'a pas pour autant disparu. Les cadences sont les mêmes. D'autres luttes à Renault-Cléon sont proches. Manifestement une force ouvrière existe, se développe, apprend à se battre sur le terrain.

Ainsi à l'occasion de la rentrée une certaine épreuve de force s'engagea entre le patron, la maîtrise et les ouvriers : sur le terrain des libertés politiques, syndicales comme sur celui des cadences. Les ouvriers savent que céder un peu c'est céder beaucoup. Pour l'instant tout est l'objet d'escarmouches. Les forces se préparent, le patron encourage la réapparition d'un syndicat « autonome » gaulliste et de la C.F.T.C. maintenue, qui d'un seul coup en une semaine viennent de distribuer deux tracts ; et c'est pourquoi les dirigeants syndicaux se trouvent dans la nécessité de rechercher l'unité d'action. Leur propre défense passe par l'établissement de nouveaux liens avec les travailleurs. Le Comité d'Action Renault-Cléon ne peut qu'expliquer cette leçon : La lutte « paie » et tenter de la faire comprendre concrètement à l'occasion des revendications formulées encore légalement, conventionnellement, respectueusement par les directions syndicales au patronat. L'action « directe » utilisée par les travailleurs de Billancourt, la grève des délais, montrent d'une certaine manière la voie.

Correspondant Rouge

(1) Unité horaire de travail.

NOUVEAU DEBRAYAGE A CLEON

Le 24 octobre, à Renault-Cléon, un travailleur responsable C.G.T., militant actif de mai, était mis à pied pour deux jours, sous le prétexte d'une malfaçon, chose courante et jamais sanctionnée. Immédiatement, plus d'une centaine de travailleurs de plusieurs ateliers ripostèrent spontanément par un débrayage de 2 heures. Le lendemain matin était distribué un tract du Comité d'Action appelant à de nouvelles actions, posant les problèmes de l'arbitraire patronal et de l'augmentation continue des cadences. Tout de suite après, la section C.G.T. lançait le mot d'ordre d'une grève d'une demi-heure. Entre 9 h 30 et 10 h, un meeting réunissait plus de 1.000 ouvriers, une manifestation parcourait les ateliers aux accents de l'Internationale.

Cette action, où le Comité d'Action a joué un rôle déterminant est à rapprocher d'un autre fait de résistance ouvrière, à Caen. Contre le licenciement abusif de deux délégués C.G.T. chez Citroën-Cormelles-le-Royal (une usine nouvelle — elle n'a pas dix ans d'âge, aux traditions de lutte faibles — la C.G.T. n'y est implantée que depuis mai, et régie selon les mêmes principes policiers que la maison-mère du quai de Javel — milice patronale, syndicat maison (le S.I.C.), comité d'entreprise qui a voté le renvoi des deux délégués), une manifestation unitaire s'est déroulée vendredi 25. Faiblement préparée — l'union locale C.G.T. n'a pas la même combativité que la section Citroën, cf. « la C.G.T. de bas en haut » —, elle rassemblait plus de 2.000 travailleurs, surtout des jeunes, de toutes les entreprises de la région, auxquels se joignaient 200 étudiants appelés par les C.A. Un succès, donc, bien qu'elle ait tourné court faute d'objectifs et d'une direction combative. Mais les groupes de discussion sont allés bon train tard dans la nuit, et de nouvelles initiatives se préparent.



CONTRE LES BARBOUZES ET LES FASCISTES ORGANISONS L'AUTO-DEFENSE !

Le local du journal « Action » saccagé, des militants blessés, des commandos fascistes attaquent les lycées Condorcet, Buffon, Michelet, Louis-le-Grand ; dans la nuit du samedi à dimanche, une explosion endommage la librairie « Git-le-Cœur ».

Les nervis fascistes montrent à nouveau leur museau, après une longue période d'effacement. Bloqués net l'année passée, on entend encore moins parler d'eux pendant les mois de mai-juin, plus soucieux de se terrer, la rage au ventre, en attendant que ça passe.

Profitant actuellement d'une situation de répit, ils tentent, aidés en cela par la prolifération de groupes de barbouzes et autres C.D.R., de reprendre du poil de la bête. Ils s'imaginent peut-être briser l'homogénéité du mouvement étudiant et le démoraliser !

Le mouvement ne s'en est pas laissé compter par les paquets de barbouzes que le pouvoir avait déplacés pour que les examens s'effectuent dans « l'ordre ». Il se laissera d'autant moins intimider par les coups d'épingle des fascistes et tuera dans l'œuf toute velléité d'offensive.

La dissolution des groupement fascistes, nous ne l'obtiendrons pas par un beau décret, mais bel et bien sur la base d'un rapport de force politique et physique en notre faveur.

Aujourd'hui, nous devons organiser de manière systématique la riposte immédiate et sèche à toute provocation fasciste.

Soyez prêts à répondre du tac au tac ! A la base sur nos lieux de travail, par comité d'action, par groupe d'étude.

Organisons l'Auto-défense !



FRANÇOIS
MASPERO

1, place
Paul-Painlevé
Paris 5e

FRANÇOIS MASPERO

- La grève à Flins** 6,15 F
- Des soviets à Saclay** 5,00 F
- PARTISANS N° 42
Ouvriers-étudiants
un seul combat** 8,70 F
- MOUVEMENT DU 22 MARS
Ce n'est qu'un début
continuons le combat** 8,90 F
- JULIETTE MINCES
Le Nord** 9,90 F
- COLETTE PETONNET
Ces gens-là** 15,40 F
- "QUADERNI ROSSI"
Luttes ouvrières et
capitalisme d'aujourd'hui** 15,40 F
- NICOS POULANTZAS
Pouvoir politique
et classes sociales** 24,65 F
- CHE GUEVARA
Journal de Bolivie
(Introduction de Fidel Castro)
Le socialisme et l'homme** 6,15 F
- FIDEL CASTRO** chaq. vol.
Révolution cubaine (I et II) 6,15 F
- JOSE MARTI
Notre Amérique** 18,80 F
- JEAN CHESNEAUX
Le Vietnam** 6,15 F
- LORAND GASPARD
Histoire de la Palestine** 6,15 F
- JAMES FORMAN
La libération
viendra d'une chose noire** 8,90 F
- DANIEL GUERIN
Le mouvement ouvrier
aux Etats-Unis** 6,15 F
- FRANÇOISE FLIS-ZONABEND
Lycéens de Dakar** 15,40 F
- WLÓDZIMIERZ BRUS
Problèmes généraux
du fonctionnement
de l'économie socialiste** 21,60 F
- FADHMA AITH-MANSOUR AMROUCHE
Histoire de ma vie** 15,40 F
- ERNEST MANDEL
La formation de la pensée
économique de Karl Marx** 15,40 F

tribune libre : construire une presse rouge

Il est de bon ton dans la presse « de gauche » quand paraît un nouveau journal, de formuler pour lui des vœux de réussite, même lorsqu'on lui souhaite intérieurement les pires malheurs.

Nous ne sommes pas particulièrement partisans de ce genre de rituel hypocrite. Mais nous voudrions tout de même, à l'occasion de notre première intervention dans les colonnes de ce journal, saluer la naissance et les premiers pas de « Rouge ».

Et si nous tenons à le faire, c'est qu'il ne s'agit justement bien là d'une simple formule de politesse, fût-elle dénuée d'arrière-pensées, mais bien de l'expression de ce que nous pensons des rapports qui doivent exister entre les différents courants révolutionnaires.

Il ne saurait en effet y avoir de « concurrence » entre nous, même si nous sommes séparés par des divergences politiques. Nous ne sommes pas des marchands de journaux. Nous sommes des révolutionnaires qui combattons pour un même idéal, la révolution socialiste, sur un même terrain, celui de la lutte de classes, et dont le but final n'est pas de conquérir la prééminence dans le mouvement révolutionnaire, mais la victoire de celui-ci.

Que nous luttons les uns et les autres pour assurer le succès de nos idées respectives est non seulement notre droit, mais aussi notre devoir, puisque nous pensons que ce sont nos idées qui sont les plus justes, que ce sont elles qui peuvent le mieux assurer le succès du mouvement révolutionnaire. Mais la pire des choses serait de confondre cette rivalité fraternelle qui nous oppose, et le combat fondamental que nous menons contre la bourgeoisie et ses alliés. Et dans ce combat là, il est évident que les succès des uns ne se font pas aux dépens des autres, mais au profit de l'ensemble du mouvement.

Nous saluons donc « Rouge », comme nous saluerions l'apparition de n'importe quel nouvel organe révolutionnaire, comme nous saluons la naissance de « Jeune Révolutionnaire », même si nous n'avons pas la possibilité d'exprimer notre salut dans les colonnes de celui-ci.

Nous saluons d'autant plus chaleureusement « Rouge », que tout ce qui prouve, quatre mois après la répression qui s'est abattue sur les révolutionnaires, la vitalité de l'extrême gauche, ne peut que nous réjouir.

Et puis, il est bon que chaque tendance du mouvement révolutionnaire puisse s'ex-

primer, puisse porter ses idées à la connaissance de tous ceux qui, depuis mai, regardent vers l'extrême gauche, car nous n'avons rien à gagner à la confusion. La discussion de nos idées, et de nos divergences, doit se faire dans la franchise et la clarté. Il n'y a que comme cela qu'elle sera profitable à l'ensemble du mouvement.

Mais il nous faut dire aussi aux camarades de « Rouge » que mai nous a créés des responsabilités nouvelles, précisément parce qu'il existe aujourd'hui des milliers de jeunes, et de moins jeunes, ouvriers et étudiants, qui se sont ouverts aux idées révolutionnaires, parce que mai a tiré l'extrême gauche de son existence quasi confidentielle.

Il n'est plus un travailleur de ce pays qui ignore qu'il existe des « gauchistes », et, dans les grandes lignes ce qui distingue politiquement ces « gauchistes » des partis ouvriers traditionnels. Il n'y a désormais plus une entreprise de quelque importance, une faculté ou un lycée où ne se trouvent des gens qui se sentent, et, souvent même, se disent « gauchistes », et agissent comme tels.

Mais ces gens-là, l'ensemble de la population a fortiori, et notamment la classe ouvrière, ont bien du mal à s'y retrouver entre tous les courants « gauchistes », et les divergences qui les séparent. Ils déplorent en outre le ton qui est trop souvent de règle dans les discussions et les polémiques entre les différentes tendances révolutionnaires où chacun s'exprime comme s'il avait en face de lui l'ennemi de classe en personne ou ses alliés stalinien. Ils se refusent généralement à juger, et à choisir, et ils aspirent, plus ou moins confusément, à voir surgir, au delà des « groupuscules », un mouvement « gauchiste » unifié.

Nous existons donc aux yeux de tous ceux-là, non pas en tant que révolutionnaires de telle ou telle tendance ou sous-tendance, mais en tant que « gauchistes ». Le mot, qui grâce aux bons soins de « l'Humanité » est devenu synonyme de révolutionnaire, ne doit pas nous gêner, et nous devons tirer les conséquences de cet état de fait.

Il n'est bien sûr pas question de sous-estimer les divergences qui nous opposent, et encore moins de les passer sous silence. Mais ces divergences ne doivent pas nous empêcher d'agir en commun, ni même d'apparaître sous un drapeau commun. Et il n'y a aucune raison pour que cette action commune, et pour que ce drapeau commun, nous empêchent de débattre publiquement de nos idées, bien au contraire.

Au nom de la clarté idéologique, de la lutte contre la confusion, allons-nous voir toutes les tendances du mouvement révolutionnaire se contenter de faire paraître chacune de leur côté, qui un hebdomadaire, qui un mensuel ou un bi-mensuel ? Allons-nous les voir rivaliser pour louer à tour de rôle et essayer de remplir une fois par mois le premier étage de la Mutualité ? En un mot, allons-nous voir chaque tendance faire comme si elle était la seule existante, et adopter une attitude de « splendide isolement », alors que précisément, pour tous ceux qui depuis mai regardent vers l'extrême-gauche, ce sont ces tendances qui n'existent pas, et le mouvement révolutionnaire seul qui a une existence véritable.

A qui fera-t-on croire que les travailleurs (et c'est tout aussi vrai pour les étudiants) attirés par les idées révolutionnaires, seront tentés d'acheter, et de lire régulièrement au moins une demi-douzaine de périodiques différents, et d'assister à autant de cercles X ou Y. C'est évidemment ce qu'il faudrait faire, s'ils veulent se donner les moyens de connaître les idées des différentes tendances, et choisir. Mais cela demanderait des efforts disproportionnés à ce qu'ils pourraient en tirer. Même ceux qui militent depuis des années dans l'extrême-gauche, ne lisent pas tous les journaux, n'assistent pas, et de loin, à toutes les réunions. Et ce n'est pas seulement faute de temps. C'est aussi parce que c'est finalement peu intéressant, et parce que les fiches de nos polémiques, même lorsqu'elles sont acérées, volent souvent trop bas.

En réalité, si chaque tendance revient à ses pratiques d'avant mai, sans tenir compte justement de ce que mai a changé, cela, loin de permettre une discussion claire et efficace des problèmes du mouvement révolutionnaire, ne peut conduire qu'à élever quelques-uns en serre close, et à décourager finalement le plus grand nombre.

Le meeting organisé le 11 octobre par le « Comité pour la liberté et contre la répression » a montré qu'il était parfaitement possible que des orateurs de différentes tendances puissent prendre la parole devant un même public. Pourquoi ce qui a été possible à cette occasion ne le serait-il pas plus souvent ? Pourquoi les différentes tendances du mouvement révolutionnaire ne pourraient-elles pas organiser ensemble des réunions sur différents problèmes politiques, où les points de vue des uns et des autres seraient successivement exposés. Si nous étions capables de faire cela, ce n'est pas le premier étage de la Mutualité que nous remplirions à tour de rôle, mais

au moins la grande salle, comme nous l'avons fait le 11 octobre, et cela aurait tout de même une autre signification.

Pourquoi ne serait-il pas possible également d'éditer une presse commune au mouvement révolutionnaire. « Rouge » est bi-mensuel. « Lutte ouvrière » est hebdomadaire. En mettant nos moyens en commun, et à plus forte raison si d'autres tendances se joignent à nos efforts, nous pourrions publier un journal infiniment plus attrayant encore, additionner nos correspondants, multiplier sa diffusion.

Nous avons des points de vue commun sur tel ou tel problème ! Pourquoi, alors, ne pas concrétiser cette unité de vue dans des déclarations communes ? Nous avons des divergences sur tel ou tel autre problème ! Pourquoi ne pas en discuter dans la même presse, ou, plus simplement, ne pas exposer côte à côte nos positions respectives ?

Toutes ces activités communes ne suffisent évidemment pas pour régler nos divergences, ni d'un seul coup, ni peut-être à la longue. Mais elles auraient au moins le mérite de modifier l'état d'esprit qui règne trop souvent dans l'extrême gauche, et peut-être, par la même occasion, d'éviter les dialogues de sourds. Et nous pensons en outre qu'il est vital pour l'extrême gauche de s'orienter vers de telles formes de travail, si elle ne veut pas retourner à son inexistence d'avant mai.

« Rouge » a adopté un titre qui est aussi un drapeau. C'est un beau titre, et ce n'est pas nous qui le lui reprocherons. Mais il reste précisément à construire une presse rouge, une presse qui ne soit pas seulement celle d'une tendance, mais qui permette à tous les courants qui se sont retrouvés côte à côte dans la même lutte en mai de s'exprimer. Cette presse commune n'est bien entendu nullement en contradiction avec l'existence d'organes de tendances.

Nous ne nous dissimulons pas les difficultés d'une telle tâche. Mais nous pensons aussi que c'est essentiellement une question de bonne volonté, et que si nous sommes désireux de réussir, nous réussirons.

C'est pourquoi nous tenons à réaffirmer ici, que comme nous l'avons proposé lors- que les rédactions de nos journaux se sont rencontrées, nous sommes prêts pour notre part à fusionner immédiatement « Lutte ouvrière » et « Rouge ».

Les accords rédactionnels que nous avons conclus sont sans doute une excellente chose, mais nous ne devons pas en rester là. Nous devons prouver que les révolutionnaires sont dignes des espoirs de mai.

Lutte Ouvrière.

réponse à "lutte ouvrière"

Le problème de l'unité des courants révolutionnaires acquiert aujourd'hui une importance cruciale : La Révolution de Mai, la défaite électorale de la gauche, l'invasion de la Tchécoslovaquie, ont suscité au sein du P.C.F. un « malaise » d'une ampleur inégalée.

L'emprise sans partage que le parti stalinien exerçait sur les travailleurs les plus conscients se lézarde aujourd'hui de toutes parts. De nombreux ouvriers d'avant-garde nous prêtent désormais « une oreille attentive ». Le « gauchisme » est devenu un phénomène de masse. Les bureaucrates ouvriers lui rendent un hommage indirect en le désignant sans façon comme le nouveau spectre qui hante leurs nuits sans sommeil.

Mais pour que la sympathie politique que de nombreux travailleurs éprouvent pour les « gauchistes » se transforme en engagement militant à leur côté, il faut que le mouvement révolutionnaire constitue un pôle suffisamment consistant et attractif pour que les militants ouvriers, jadis sous obédience P.C.F., se convainquent que notre combat est possible, et que notre voie n'est pas une voie de garage.

Aussi, l'avenir du mouvement révolutionnaire en France, dépend-il dans une large mesure, de la capacité des divers courants révolutionnaires à surmonter l'esprit de Secte. Il nous faut cesser de cultiver jalousement nos différences. Il nous faut cesser de considérer le courant révolutionnaire voisin comme l'ennemi principal. Il nous faut liquider l'esprit de boutique et placer au premier plan l'intérêt du mouvement révolutionnaire dans son ensemble. Il nous faut édifier les structures de regroupement susceptibles d'attirer, les centaines d'ouvriers d'avant-garde, aujourd'hui ébranlés par la crise du P.C.

De cela, vous, comme nous, en êtes conscients. Et notre accord sur ce point fonde les formes de collaboration établies entre nos deux rédactions : Nous avons décidé de nous ouvrir réciproquement nos colonnes, d'échanger nos informations et, surtout, d'inciter nos lecteurs à travailler ensemble, unis, à la base et dans l'action, dans les structures militantes nées de mai (Comités d'Action d'entreprise, de quartier, de lycée, de faculté...) ainsi que dans les syndicats et autres organisations de masses.

Mais précisément parce que nous prenons très au sérieux l'objectif du regroupement des révolutionnaires, nous ne pouvons affronter les propositions de fusion que vous soumettez à l'ensemble des courants existant.

La structuration du mouvement révolutionnaire en courants politiques constitués sur des lignes de clivage héritées des traditions politiques du mouvement ouvrier et des divisions du mouvement communiste est un phénomène international affectant toutes les nouvelles avant-gardes. Elle est elle-même un produit de la crise, internationale du stalinisme. Après 40 ans d'hégémonie stalinienne, il serait bien naïf de croire qu'un nouveau parti révolutionnaire pourrait surgir, tout armé, du corps putréfié des formations ouvrières traditionnelles. La division des révolutionnaires en courants idéologiques divergents est une étape inévitable dans le processus de reconstruction de l'avant-garde révolutionnaire. Elle caractérise la première phase de ce processus, phase de la sélection des militants, de leur éducation politique, de leur expérimentation militante. L'existence des courants distincts ne résulte pas de la « mauvaise volonté » des militants, (encore qu'elle la suscite et la nourrit). Elle a des racines objectives profondes. Elle ne disparaîtra pas par un

coup de baguette magique. Ce ne sont pas des initiatives bien intentionnées, mais volontaristes qui feront avancer la question d'un saut de puce.

Au contraire : toute initiative volontariste, irréfléchie, risque de compromettre gravement le processus d'unification au lieu de l'accélérer. Que les camarades réfléchissent aux conséquences d'une fusion qui aboutirait dans les cinq mois à de nouveaux éclatements ? que les camarades mesurent les effets d'un échec de la publication unique, entraînant à nouveau l'apposition de deux ou plusieurs journaux ?

L'effet démoralisateur serait démultiplié par l'ampleur des espoirs déçus.

Or, aujourd'hui, un parti révolutionnaire regroupant, tels quels, les divers courants révolutionnaires, serait un simulacre éphémère. Il ne constituerait pas une organisation unique mais un agrégat de tendances hétérogènes, se déterminant non pas en fonction de la réalité artificielle qu'ensemble elles constituent, mais en fonction de leur réalité concrète, nullement dépassée, de courants idéologiques distincts.

Pour nous, l'unification des courants révolutionnaires constitue une phase spécifique dans le processus de construction du parti révolutionnaire. Le parti révolutionnaire sera qualitativement différent des courants existant aujourd'hui. Il représentera le dépassement politique de leur réalité présente :

Par rapport à notre situation passée, jamais nous n'avons été aussi forts. Mais par rapport aux tâches immenses qui sont désormais les nôtres, nous sommes désiroisement faibles et désarmés. Quel est le courant qui a sérieusement entrepris l'analyse du capitalisme français des années 60 ? Quel est le courant qui a sérieusement entrepris l'analyse de l'évo-

lution de la classe ouvrière ? Toutes les questions qui commandent l'élaboration d'une ligne stratégique et tactique appropriée reçoivent de notre part des réponses routinières et mal-dégrossies.

Camarades de L.O., nous sommes bien d'accord avec vous : Faire des divergences passées un préalable au regroupement n'est pas sérieux. Mais s'unir artificiellement, à partir de bons sentiments et de considérations d'efficacité technique, n'est pas sérieux non plus.

L'unification des courants révolutionnaires ne peut se faire que sur la base d'un accord politique solide sur la ligne stratégique et tactique que doit suivre le mouvement dans les années à venir.

Camarades, nous sommes les uns et les autres de formation différente ; nous avons développé des pratiques différentes et accumulé une expérience différente. Mais nous sommes désormais confrontés à des problèmes politiques communs. Donnons-nous les moyens d'attaquer ensemble ces problèmes. Efforçons-nous de les résoudre collectivement, à partir de notre acquis respectif. Il n'est pas un courant révolutionnaire qui n'ait quelque chose d'essentiel à apprendre des autres, et pour notre part, nous puisons à pleine brassée dans le patrimoine commun. Définissons ensemble, dans l'échange d'expériences et la confrontation, les tâches politiques du mouvement révolutionnaire — en France et à l'échelle internationale — pour la période qui s'ouvre. C'est sur cette base solide qu'on pourra construire sans appréhension une « Presse Rouge ».

— Vive l'Unité d'Action des courants révolutionnaires, à la base, dans les C.A., les syndicats, les organisations de masse !

— Vive l'élaboration collective de la politique révolutionnaire pour les années à venir, première condition de l'unification.



Pavel Litvinov et Larissa Daniel.

procès à moscou

En U.R.S.S., après l'intervention en Tchécoslovaquie, un stalinisme musclé et offensif, qui n'a pas peur de retrouver les méthodes de la justice tsariste, de faire la démonstration d'un nouveau tournant est pris : pour avoir manifesté sur la place Rouge contre l'occupation de la Tchécoslovaquie, Pavel Litvinov a été condamné à 5 ans d'exil, Larissa Daniel-Bogoraz, 4 ans d'exil, Babitsky 3 ans d'exil, Dremlouga 3 ans de prison, Delaunay 30 mois de prison. A ces noms, Victor Krasia, des avocats et ingénieurs de Léningrad, Gendra, Danielov, Krachivsky, Chochnikov, Studenkov.

Comme dans la Pologne du général Moczar, les jeunes Turcs staliniens montrent aujourd'hui ce que valait la « déstalinisation » en U.R.S.S. Larissa Daniel ayant fait allusion à « ceux qui sont restés silencieux sous le régime de Staline », le procureur a demandé que la parole lui soit retirée. Avec le procès Daniel-Guinsbourg, on savait que le stalinisme restait tout puissant dans le domaine de la liberté d'expression. Avec l'intervention tchécoslovaque, la réaction de Litvinov et ses camarades, leur condamnation, on sait qu'il existe une opposition politique en U.R.S.S. qui a contraint le pouvoir à frapper ; que « l'évolution inévitable de l'U.R.S.S. vers la libéralisation » est un mythe politique au même titre que l'évolution des

« démocraties occidentales » vers plus de justice et de démocratie ; c'est encore un coup dur porté à l'idéologie réformiste.

Ce qui est nouveau aussi, c'est que cette opposition ne plaide pas coupable. On avait dit qu'en frappant la Tchécoslovaquie, la bureaucratie soviétique pensait aussi arrêter un exemple dangereux pour l'U.R.S.S. elle-même. Avec le procès Litvinov, on sait que l'opposition en question refuse de jouer le jeu du procès stalinien ; l'éclatement des partis communistes face à l'intervention, la fonction difficile du Kremlin, offrent aujourd'hui à l'opposition la possibilité de visages découverts. En dépit des contraintes et des brutalités — Litvinov a été assommé sur la place Rouge par un policier qui le suivait depuis longtemps, des pressions physiques ont été exercées sur les accusés — ils ont refusé de s'excuser de reconnaître la légitimité du jugement, ce qui aurait été la conclusion logique d'un procès à Moscou. Les accusés avaient apporté sur la place Rouge une pancarte avec ces mots : « A bas les occupants ». Larissa Daniel et Litvinov ont expliqué ce qu'ils entendaient par là : ils ont refusé de se laisser enfermer dans les tenailles staliniennes : si vous critiquez un acte du gouvernement « système politique et social » (le socialisme) et « les actes du gouvernement ou du parti communiste » (déclaration de Daniel). Ce à quoi le juge ne savait que répondre : « Vous n'êtes pas ici pour faire

de propagande pour vos opinions », mettant en lumière l'utilisation politique que les accusés faisaient du procès : faute de pouvoir s'exprimer sur la place publique, fut-elle dénommée Rouge, Litvinov et Larissa Daniel ont utilisé le tribunal comme tribune.

Nul ne se leurre, et surtout pas les accusés, sur l'importance d'une opposition limitée à l'intelligentsia. « J'aurais préféré ne pas faire ce que j'ai fait et apporter mon appui anonyme aux gens qui pensent comme moi et qui ont plus de poids que moi dans notre société » a déclaré Larissa Daniel. L'intelligentsia oppositionnelle sait, ou doit savoir, qu'elle n'est que le symbole, l'expression d'une opposition latente et profonde parmi les masses ouvrières. Que ceux qui ont le devoir de propager l'idéologie officielle de la bureaucratie soviétique soient aussi le premier maillon à isoler, partiellement prisonniers du régime bureaucratique et des privilèges qui leur ont été attribués, ils n'osent encore s'adresser clairement aux travailleurs soviétiques chez lesquels tout cynisme oppositional a été exterminé depuis des décennies.

L'acte de Litvinov, Daniel et de leurs camarades se situe à un moment où les désaccords politiques sont montants mais où la plus grande partie des opposants se tait encore. D'une certaine façon Litvinov lui-même dans ses déclarations à l'audience a exprimé une question qui se pose à ces hommes :

« On peut user de toutes les libertés si elles servent les intérêts de l'Etat, a dit le procureur, mais c'est dans l'intérêt du socialisme et des travailleurs que le peuple a reçu ces droits... Qui jugera ce qui est de l'intérêt du socialisme et qui ne l'est pas ? »

Qui sinon les travailleurs eux-mêmes organisés en soviets ? Ce qu'on fait Litvinov et Daniel n'est plus un simple baroud d'honneur. Le procès de Moscou est à la fois un retour en arrière et un progrès : un retour en arrière à la plus grande époque du stalinisme, un progrès car ce procès qui se veut stalinien a été incapable de fonctionner comme un procès stalinien, de forcer ses victimes à entrer dans le jeu, parce qu'il se faisait non plus dans la phase apogée de la bureaucratie mais dans sa phase décadente. En France aujourd'hui, il est possible d'utiliser un tel procès comme un levier dans les contradictions qui se manifestent au sein du P.C. : pour la première fois l'U.R.S.S. n'est plus pour des millions de travailleurs communistes la « patrie infaillible du socialisme », pour la première fois le monolithisme du parti, qui justifiait et rendait possible l'approbation des procès de Moscou, est sérieusement menacé, pour la première fois, une campagne pour Litvinov et Daniel en France, peut être plus qu'une campagne de pétitions parmi les intellectuels de gauche sur la liberté d'expression : elle aurait la possibilité de discussions avec les travailleurs désorientés par l'éclatement du parti, elle donne à tous les militants des cercles Rouge une possibilité concrète d'offrir aux militants les explications que le P.C.F. leur refuse sur la nature des procès de Moscou.

Exigeons la libération des emprisonnés et des exilés !

Lançons une campagne d'information et de discussions sur la nature du pouvoir en U.R.S.S. !

le massacre de tlattelolco

L'objectif de la prise de l'Université par l'armée la dernière semaine de septembre était claire : il s'agissait de capturer l'ensemble du Conseil National de Grève (C.N.G.) qui dirigeait les luttes étudiantes. En effet, dans l'esprit étroit qui les caractérise ici comme ailleurs, l'armée et les forces de répression policière voyaient la cause de tous leurs maux dans un petit groupe d'agitateurs (si possible financé par l'étranger) semant le désordre au sein de sages étudiants qui ne pensent qu'à étudier et d'une population qui ne pense qu'à produire pour la plus grande gloire et satisfaction du sinistre Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI).

Mais le coup fut raté. Le C.N.G. prévenu put s'échapper à temps et les filets se refermèrent sur le vide ou presque : 5.000 soldats, plusieurs dizaines de chars, d'automitrailleuses, de camions, de « granaderos » (C.R.S. locaux), s'étaient dérangés pour capturer quelques dizaines d'étudiants, sans aucun dirigeants, l'équipe de nettoyage de l'Université et la rectrice de la Faculté d'Economie, Mme Ifigenia Navarette, épouse d'un banquier très connu à Mexico (cette dernière fut rapidement relâchée).

C'est d'une part pour se voir en cet échec ridicule et d'autre part pour en finir définitivement avec le C.N.G. dont les consignes pénétraient des masses populaires de plus en plus larges et auxquelles fut prémédité et organisé le massacre de Tlatelolco, le 2 octobre.

Les circonstances matérielles du massacre auquel j'ai assisté en partie me permettent en effet d'affirmer qu'il fut soigneusement prémédité.

La place des Trois-Cultures de Tlatelolco ressemble par sa forme à la place des Vosges mais en plus grand. Elle forme un vaste rectangle dont les côtés sont constitués par des fossés, restes de constructions aztèques.

En son centre une église coloniale et sur le pourtour de la place d'énormes H.L.M. du style Maine-Montparnasse. On passe de la place vers les routes par d'étroits passages qui enjambent les fossés aztèques. La place est donc une véritable souricière dont on ne peut s'échapper que par un nombre réduit de points. Le meeting avait commencé depuis 1/4 d'heure environ et l'on pouvait estimer l'assistance à 20-25.000 personnes : étudiants, ouvriers, ménagères, etc. Le Conseil de grève était installé au balcon du 3^e étage de l'édifice appelé Chihuahua où il avait installé les micros. Vers 6 h 10, l'hélicoptère qui tournoyait sans discontinuer au-dessus de la place lâche une fusée verte. Stupeur, l'orateur du C.N.G. tente de calmer le public qui s'inquiète, une demi-minute après, ce même hélicoptère lâche une fusée rouge et le massacre commence.

L'armée n'était pas très éloignée de la place des Trois-Cultures, elle le savait. A la fusée verte, elle s'ébranla avec ses automitrailleuses et arriva autour de la place, bloquant toutes les issues au moment où était lâchée la fusée rouge. Celle-ci était très certainement le signal convenu pour prévenir la police en civil mêlée à la foule que le dispositif était prêt et que l'action pouvait être déclenchée. Tout d'abord, par une rafale tirée par une mitrailleuse lourde, l'armée tente de détruire physiquement le Conseil de grève, les coups ont porté trop haut et trois étages ont été incendiés. Les

autres mitrailleuses se sont mises immédiatement en action contre l'édifice Chihuahua où les membres du C.N.G. avaient eu le temps de s'aplatir sur le sol et contre la foule qui se trouvait coincée sur la place. Simultanément, des centaines de soldats paraient à l'assaut de la place et travaillaient les fossés en tirant dans toutes les directions. Sur les toits des édifices qui entourent la place des groupes armés d'auto-défense étudiants s'étaient postés et ripolèrent lorsque les soldats envahirent la place de tous les côtés. La mitrailleuse se généralisa et bientôt il ne fut plus possible de savoir qui tirait sur qui : Des dizaines de cadavres et de blessés jonchaient la place, la foule fuyait, se réfugiait dans l'église, s'aplatissait derrière le moindre abri (ceux qui avaient réussi à passer sur la route entraient dans les édifices, d'autres couraient éperdument dans tous les sens. Les soldats tiraient sur tous les édifices indistinctement car la population du quartier, armée comme tout le monde à Mexico, se mit de la partie contre l'armée et les coups de revolver ou de fusil, voire de mitrailleuse, venaient de partout. La mitrailleuse dura de façon intense plus de trois quarts d'heure, elle se prolongea sporadiquement jusqu'à 11 heures du soir. Un ami, membre du Conseil de grève qui était au balcon de Chihuahua et qui put s'échapper par le vide-poubelle automatique, m'a expliqué ce qui s'était passé dans cet édifice au moment où éclata la fusée rouge. Deux escaliers mènent au balcon du 3^e étage : lorsque la fusillade se déclencha, dans la foule qui occupait les escaliers, des membres de la police secrète (une cinquantaine dans chaque escalier) tirent d'une poche un mouchoir blanc qu'ils tiennent à la main gauche et de l'autre poche un pistolet. Ils mon-

tent à l'assaut du troisième étage, l'un d'eux tire trois balles dans la tête de l'étudiant qui parlait au micro, d'autres tirent sur les autres membres du Conseil de grève et tuent ou blessent une dizaine d'étudiants. Ils enjoignent aux autres de se coucher sur le sol. La fusillade contre l'édifice Chihuahua est tellement intense qu'eux-mêmes sont obligés de se coucher pour ne pas être atteints par les balles des militaires. A la faveur du désordre qui règne à ce moment, quelques membres du Conseil de grève réussissent à s'échapper en se mêlant à la population qui refluit vers l'intérieur du bâtiment. En se coulant dans le vide-poubelle automatique et après un séjour d'une nuit entière et d'une partie de la matinée dans le réduit à ordures, quelques militants ont réussi à s'échapper.

La fusée rouge déclenche manifestement le signal donné à la police secrète pour commencer le blocage des escaliers et capturer le Conseil de grève. Ici, l'opération a réussi en grande partie puisque 75 % du Conseil de grève a été capturé. Une partie n'y assistait pas et quelques-uns ont réussi à s'échapper. Le massacre a fait au moins deux cents tués civils et probablement une trentaine ou une quarantaine de tués parmi les militaires atteints par les balles des groupes d'auto-défense et de la population. Les prisons sont pleines et les condamnations seront sans aucun doute très lourdes (30 ou 40 ans de prison pour les leaders politiques sont chose courante au Mexique).

Le massacre de Tlatelolco a commotionné la population : une époque nouvelle s'ouvre à Mexico où la stabilité politique n'est plus qu'un mythe. A l'intérieur même du P.R.I. le grenouillage a déjà commencé.

Correspondant Rouge.

"participation"

politique des revenus et exploitation des travailleurs

I. - L'exploitation de la force de travail par le capital n'est certes pas une simple question de niveau de vie des travailleurs. Cette exploitation est liée à l'existence même du capitalisme, en tant que système se caractérisant par la généralisation de l'économie marchande, par l'obligation pour les travailleurs de vendre leur force de travail aux détenteurs de capitaux.

De ce fait, l'exploitation des travailleurs se manifeste :

1) par le fait qu'ils créent, par leur travail, une plus-value appropriée par les capitalistes ;

2) par l'existence d'un contrôle hiérarchique sur les lieux de travail, qui permet notamment aux capitalistes d'imposer les cadences qui leur conviennent ;

3) par le fait que les capitalistes cherchant, non pas à satisfaire les besoins des hommes, mais recherchant le profit maximum, orientent les productions vers les secteurs à taux de profit le plus élevé, en manipulant la demande des consommateurs, et en faisant nôtre des besoins « superflus » (1).

II. - Cela dit, l'exploitation se manifeste aussi, sur le plan du niveau de vie des travailleurs, en cela, pas seulement dans les pays sous-développés de la sphère capitaliste, où l'introduction du capitalisme et la politique impérialiste ont signifié un extraordinaire développement du chômage et de la misère, pour des centaines de millions d'hommes et de femmes, mais aussi dans les pays capitalistes développés eux-mêmes, pour les dizaines de millions de travailleurs qui y vivent.

Plus précisément, dans ces pays, le salaire varie entre un **minimum** et un **maximum**, le minimum est d'ordre physiologique : c'est le minimum nécessaire à la vie des travailleurs. Le maximum est atteint lorsque les capitalistes jugent que le taux de profit est à un niveau minimum, et que s'il diminue encore, ils n'investiront plus et ne développeront plus leur production. Leur profit, en effet, ne sert pas seulement à la consommation des capitalistes, il sert aussi à leurs dépenses d'investissement : plus précisément, il est, pour les capitalistes, à la fois la source qui va permettre d'effectuer ces dépenses, et l'incitation à investir. Donc, si le taux de profit tombe en dessous d'un certain niveau, les capitalistes cesseront d'investir et de développer la production. A l'intérieur de ces deux limites, minimale et maximale, la part et le niveau des salaires vont dépendre de la force respective des travailleurs et des capitalistes, en lutte. Cette force est, en partie, déterminée par un certain nombre de facteurs objectifs, dont le plus important est le taux de chômage : plus le chômage sera important, plus la force des capitalistes sera grande, et moins les travailleurs pourront empêcher

les salaires de se rapprocher du minimum.

III. - A ce propos, il faut noter que la bourgeoisie dans les pays capitalistes développés a utilisé des armes différentes, ou du moins a accordé aux diverses armes une importance relative différente, **suivant les époques**, pour tenter de maintenir le taux de profit au niveau le plus élevé possible.

Durant tout le 19^e siècle, et durant une partie du 20^e siècle, pour un certain nombre de pays, ce sont la faiblesse des syndicats ouvriers et l'importance du chômage (il existait, en permanence, **une très importante « armée » de chômeurs**), qui ont joué un rôle décisif pour maintenir les salaires, nominaux et réels, à un niveau très bas, pour les faire baisser durant certaines périodes, et pour maintenir, par conséquent, le taux de profit à un niveau élevé.

Dans le capitalisme du 20^e siècle, l'existence de syndicats ouvriers plus forts, la diminution de l'armée permanente de chômeurs, et la non-apparition depuis 40 ans, de crise aussi grave que celle de 1929, ont permis des hausses de salaires nominaux : c'est alors grâce essentiellement à **la hausse permanente des prix**, venant rogner tout ou partie de la hausse des salaires nominaux, que les taux de profit ont été maintenus. L'inflation, qui se manifeste notamment par la hausse des prix est ainsi devenue un phénomène permanent, depuis 1929, dans tous les pays capitalistes développés, et y joue un rôle essentiel dans le maintien à un niveau élevé des taux de profit.

Cependant, depuis quelques années, l'ouverture des frontières et le développement accéléré de la concurrence internationale, rendent plus dangereuses, pour les capitalistes de tel ou tel pays, les hausses de prix. Certes, l'inflation subsiste, chaque pays se contentant d'essayer de ne pas connaître des hausses de prix plus fortes que celles connues par ses voisins ; mais il est devenu plus dangereux, pour les capitalistes, en proie à une concurrence étrangère accrue, d'utiliser les hausses de prix, comme moyen essentiel de freiner ou d'empêcher les hausses de salaires réels. C'est pourquoi, depuis quelques années, les capitalistes, et les capitalistes français en particulier,

1) ont redonné davantage d'importance à certaines armes traditionnelles, pour augmenter l'exploitation, freiner les hausses de salaires : accélération des cadences et surtout utilisation du **chômage** qui a connu un rapide développement en France, et qui a été prévu et institutionnalisé, aussi bien par le V^e plan que par les ordonnances sur l'emploi (2) ;

2) s'en prennent directement à certains droits fondamentaux des travailleurs, en limitant par exemple le droit de grève (loi sur le préavis

en France, loi d'exception en Allemagne), ou en s'en prenant au droit à la santé (ordonnances sur la Sécurité sociale) ;

3) tentent de mettre en œuvre, sous diverses formes une politique « d'intégration » des travailleurs et de leurs organisations syndicales, à la politique des firmes privées, comme à la politique économique et sociale de l'Etat bourgeois.

Ces tentatives d'intégration sont des tentatives pour aboutir à ce qu'on pourrait appeler une exploitation « concertée » de la force de travail. Il ne s'agit pas ici d'entrer dans le détail des différents projets de politique des revenus (3) ou de participation (4) mais de souligner que la politique d'intégration est particulièrement bien adaptée aux besoins du capitalisme contemporain.

Face à cette attaque de la bourgeoisie et de son Etat, les syndicats, ou bien sont prêts à accepter l'intégration (5), ou bien sont incapables d'utiliser les problèmes soulevés par les divers projets de participation, pour élaborer des revendications de contrôle ouvrier, permettant d'élever le degré de conscience politique des travailleurs, et de les mobiliser toujours davantage contre le pouvoir d'Etat bourgeois.

Prenons, par exemple, la politique des revenus : il s'agit, en fait, essentiellement d'une politique des salaires, précisément très au goût du jour dans tous les pays capitalistes développés, et qui a pour objectif essentiel de **freiner les hausses de salaires**. Les Etats bourgeois prennent le soin, depuis quelque temps, pour mieux tromper les travailleurs, de préciser que la politique des revenus ne doit pas être une simple politique des salaires, mais doit également affecter les profits. Face à ces manœuvres, les organisations syndicales doivent, bien entendu, refuser toute participation à la politique des revenus, et refuser notamment de siéger dans les organismes mis en place à cet égard, mais elles ne doivent pas se contenter en réponse des revendications professionnelles minimales traditionnelles : elles doivent profiter des projets gouvernementaux de politique des revenus, pour poser trois grands types de problèmes :

1) Connait-on véritablement les profits réalisés par les capitalistes ? Que les capitalistes commentent d'abord par ouvrir tous leurs livres de comptes !

2) Quels moyens le gouvernement bourgeois envisage-t-il pour agir sur les profits ? Qu'il s'engage d'abord à mettre en œuvre, de façon réelle, une politique de **contrôle permanent des prix**.

3) L'amputation des profits n'atteint-elle pas, de toutes les façons, très rapidement, une limite institutionnelle, dans le système capitaliste : le pouvoir du capital d'arrêter les investissements, lorsque le taux de profit est trop bas ? Au-

trement dit, un contrôle sérieux des profits est-il possible, tant que les moyens de productions restent appropriés de façon privée ?

— Deux points doivent être soulignés, en conclusion :

1) La participation gaulliste, même si elle recouvre des projets déjà envisagés depuis bien longtemps (au XIX^e siècle déjà, de bons esprits se déclaraient partisans d'une association du capital et du travail) apparaît, en définitive, **comme particulièrement bien adaptée aux besoins des régimes capitalistes contemporains**, comme moyen pour maintenir à un niveau élevé, le taux de profit.

2) Les révolutionnaires doivent profiter de tous les problèmes soulevés par les projets de politique des revenus ou autre forme de participation, pour lancer des revendications permettant de mobiliser les travailleurs contre le pouvoir d'Etat bourgeois et permettant de leur faire entrevoir ce que serait un véritable contrôle ouvrier, une fois détruit cet Etat bourgeois.

(1) E. Mandel cite, à cet égard, un exemple extrême : celui de l'industrie américaine des pompes funèbres, qui a réussi à susciter le besoin de lits avec matelas à mettre dans les cercueils, pour que les corps y reposent plus agréablement.

(2) Il faudrait ajouter à cela, les diverses aides de l'Etat aux entreprises privées qui ont été sensiblement augmentées, en France, depuis les événements de mai, pour permettre aux entreprises de maintenir leurs marges de profit, sans trop augmenter leurs prix et qui, comme chacun sait, sont financées par une fiscalité qui touche, de façon inégale, travailleurs et capitalistes : cf. « Rouge » n° 1 sur ce point.

(3) Politique visant à un accord entre patronat, Etat et syndicats ouvriers, fixant à l'avance, pour un certain nombre d'années, les augmentations et la répartition des revenus et tendant par conséquent à « lier » les organisations syndicales.

(4) « Participation » ayant elle-même pris des formes différentes, selon les pays : nous pourrions revenir, dans un autre article, sur ce point.

(5) L'exemple le plus caractéristique, à cet égard, est celui des syndicats hollandais, qui par deux fois, acceptèrent délibérément, dans le cadre de la politique des revenus, au nom de « l'intérêt national », une baisse des salaires réels.

Pour se faire connaître, ROUGE n'a fait de publicité que par voie d'affiches. Or, une affiche se colle, et, pour la coller, il faut un militant au moins ; il n'y en a pas partout, hélas. Lecteur, voici quelques moyens d'aider ROUGE à élargir son audience :

— chaque fois que tu passes devant un kiosque, un marchand de journaux, arrête-toi si tu en as le temps, demande ROUGE et, s'il n'est pas affiché, fais en sorte qu'il le soit.

— si ce débitant est démuné de ROUGE, qu'il n'en reçoive pas ou qu'il ait été dévalisé, laisse des exemplaires en dépôt si tu estimes que le point de vente est intéressant.

— si tu disposes d'un seau, d'une brosse, de colle Rémy et de loisir mais pas d'affiches, écris-nous pour en avoir, ou bien, profitant des leçons de la Révolution Culturelle, concocte toi-même des affiches murales.

A partir du numéro 4, les N.M.P.P. diffuseront 15.000 exemplaires — au lieu de 10.000 précédemment. Leur système de répartition est encore imparfait : lecteur, c'est un devoir militant que d'aider à l'améliorer.